



ROYAUME DU MAROC

مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

DIRECTION RECHERCHE ET INGÉNIERIE DE FORMATION

**RÉSUMÉ THÉORIQUE
&
GUIDE DE TRAVAUX PRATIQUES**

MODULE N°20: L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

SECTEUR : TERTIAIRE

**SPÉCIALITÉ : TECHNICIEN SPÉCIALISÉ EN
COMMERCE**

NIVEAU : TECHNICIEN SPÉCIALISÉ

Document élaboré par :

Nom et prénom

Mme JBILOU SAMIRA

EFP

ISGI KHOURIBGA

DR

ISGI KHOURIBGA

Révision linguistique

-
-
-

Validation

-
-
-

MODULE 20 : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

MODULE 20 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Durée : 60 h

OBJECTIF OPERATIONNEL DE PREMIER NIVEAU DE COMPORTEMENT

COMPORTEMENT ATTENDU

- Pour démontrer sa compétence, le stagiaire doit être capable
- **D'analyser l'environnement international**
- Selon les conditions, les critères et les précisions qui suivent.

CONDITIONS D'EVALUATION

- individuellement.
- A partir des données actuelles du commerce international..
- A partir des informations, supports et documents des autorités et associations marocaines.
- A partir d'étude de cas et note de conjoncture.

CRITERS GENERAUX

- Analyse cohérente et argumentée de l'environnement international.
- Synthèse pertinente
- Clarté et concision des documents produits.

PRECISIONS SUR LE COMPORTEMENT ATTENDU	CRITERES PARTICULIERES DE PERFORMANCE
<p>A. Comprend les contextes historiques et économiques des échanges internationaux.</p>	<p>*Description de l'évolution et des tendances du commerce international. *description des principaux acteurs actuels du CI.</p>
<p>B connaît les institutions internationales, leurs fonctionnements, leurs objectifs, leurs financements et leurs rôles.</p>	<p>Description des institutions internationales tel que l'ONU, OMC, BIRD, FMI etc. -création et rôle -mode de fonctionnement -intérêt pour le pays et l'entreprise connaissance des institutions régionale ou spécialisées tel que l'OCDE, l'UMA, la Ligue arabe etc. -création et rôle -mode de fonctionnement intérêt pour le pays et l'entreprise</p>
<p>C. Décrit les institutions nationales, ainsi que leurs fonctionnements, leurs objectifs, leurs financements et leurs rôles.</p>	<p>connaissance du ministère du commerce de son organigramme de son rôle et de ses missions connaissance des organismes spécialisés marocains intervenant dans le CI connaissance du rôle des associations professionnelles.</p>
<p>D. Décrit les principales conventions internationales.</p>	<p>Connaissance des sources du droit international. Connaissance de la convention de Vienne et des conditions de son application. Description des conditions de formation d'un contrat, de son exécution ainsi que les responsabilités des deux parties. Compréhension de l'utilité d'un arbitrage. Les avantages et les inconvénients du choix d'une juridiction.</p>

OBJECTIF OPERATIONNEL DE SECOND NIVEAU

LE STAGIAIRE DOIT MAITRISER LES SAVOIRS, SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-PERCEVOIR OU SAVOIR-ETRE JUGES PREALABLES AUX APPRENTISSAGES DIRECTEMENT REQUIS POUR L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF DE PREMIER NIVEAU, TELS QUE :

Avant d'entreprendre à utiliser les données sur l'environnement international, le stagiaire devra :

1. Situer l'entreprise dans son environnement macro-économique.
2. situer l'économie marocaine dans le contexte ;
3. décrire l'évolution des échanges de l'économie marocaine avec l'extérieur.

PRÉSENTATION DU MODULE

- *Ce module d'information générale est indispensable au commerce international .Afin d'initier nos stagiaires a l'environnement international, ses règles, ses lois, de droit et de limites pour les stagiaires face à leur recherche et dans leurs contacts aux entreprises et commerce avec les pays étranger, il est primordial que les stagiaires connaissent l 'environnement international, les lois et les organismes qui régissent le commerce international.*
- ***L 'objectif de ce document est d'orienter avec un certain nombre d'information reprise de différents ouvrages, document d'établissements étatiques et privés et aussi de l'Internet.***

Un cour proposé par le formateur est nécessaire pour compléter le contenu du module

- ***En aucun cas il ne peut être commercialisé ou diffusé***

Module 20 :L' ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Toute opération économique, qu'il s'agisse de vente, d'implantation, de cession de savoir-faire, de recrutement pose, au plan du droit, des problèmes particuliers lorsqu'elle est réalisée avec l'étranger. Quels sont les organismes qui ont pour activités de réglementer le commerce international? Et comment assurer la sécurité juridique de l'opération? Que se passera-t-il en cas de litige avec le client, le partenaire, le salaire....

Table des matières

<u>A- CONTEXTES HISTORIQUES DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX.....</u>	9
<u>B- PRINCIPAUX ACTEURS ACTUELS DU COMMERCE INTERNATIONAL</u>	10
B-1 CONTEXTES ÉCONOMIQUES DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX	10
B-1-1 ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).....	10
B-1-2 ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU).....	14
B-1-3 LE FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	19
B-1-4 LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BIRD)....	22
B-1-5 L'UNION DU MAGHREB ARABE (UMA)	23
B-1-6 LA LIGUE ARABE (LA)	29
B-1-7 L'UNION EUROPÉENNE (UE).....	32
<u>C- INSTITUTIONS NATIONALES : MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR</u>	39
C-1 ORGANIGRAMME	39
C-2 RÔLE ET MISSION	41
C-3 RÔLE DES AUTORITÉS MONÉTAIRES DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL	41
C-3-1 INTRODUCTION	41
C-3-2 LE RÉGIME DE L'ÉTALON D'OR.....	43
C-3-3 LE SYSTÈME DE BRETON WOODS	44
C-4 ORGANISMES SPÉCIALISÉS MAROCAINS INTERVENANTS DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL	45
C-4-1 L'OFFICE DES CHANGES.....	45
C-5 RÔLE DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES	48
<u>D- DESCRIPTION DES PRINCIPALES CONVENTIONS INTERNATIONALES CONCERNANT LE COMMERCE INTERNATIONAL</u>	52
D-1 SOURCES DU DROIT À L'INTERNATIONAL.....	52
D-1-1 LES DROITS NATIONAUX DIFFÉRENTS	52
D-1-2 LE DROIT COMMUNAUTAIRE	53
D-1-3 LES CONVENTIONS INTERNATIONALES	53
D-1-4 LES USAGES	54
D-2 CONVENTION DE VIENNE ET CONDITIONS DE SON APPLICATION	54
D-3 CONDITIONS DE FORMATION D'UN CONTRAT, SON EXÉCUTION ET LES RESPONSABILITÉS EN DÉCOULANT	55
D-3-1 TYPES DE CONTRATS	55
D-3-2 ACCORDS INTERRÉGIONAUX.....	56
D- 4 UTILITÉ D'UN ARBITRAGE	58
D-4-1 LA NOTION D'ARBITRAGE.....	58
D-4-2 L'INTÉRÊT DE L'ARBITRAGE	61
D-4-3 LES SOURCES DU DROIT DE L'ARBITRAGE	61
D-5 CLASSIFICATION DE L'ARBITRAGE ET AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DU CHOIX D'UNE JURIDICTION	63

A- Contextes historiques des échanges internationaux

A-1 Introduction

Ainsi, bien que l'OMC soit de création récente, le système commercial multilatéral initialement institué dans le cadre du GATT a déjà un demi-siècle

Au cours de ces 50 dernières années, le commerce mondial a connu une croissance exceptionnelle. Les exportations de marchandises ont augmenté de 6 pour cent par an en moyenne. Le total des échanges en 2000 était 22 fois supérieur au niveau atteint en 1950. Le GATT et l'OMC ont donc contribué à créer un système commercial solide et prospère, favorisant une croissance sans précédent.

Le système a été développé dans le cadre de plusieurs séries — ou cycles — de négociations commerciales organisées sous les auspices du GATT. Les premiers cycles portaient essentiellement sur l'abaissement des droits de douane, puis les négociations se sont élargies à d'autres domaines tels que les mesures antidumping et les mesures non tarifaires. Le dernier cycle, le Cycle d'Uruguay, qui a duré de 1986 à 1994, a conduit à la création de l'OMC.

Mais les négociations n'en sont pas restées là. Elles se sont poursuivies dans certains domaines après l'achèvement du Cycle d'Uruguay. En février 1997, un accord a été conclu sur les services de télécommunication, 69 gouvernements acceptant d'entreprendre des mesures de libéralisation très larges, dont la portée allait au-delà de celles qui avaient été convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

Au cours de la même année, 40 pays ont mené à bien des négociations sur le commerce en franchise des produits de la technologie de l'information, et 70 Membres ont conclu un accord sur les services financiers, portant sur plus de 95 pour cent du commerce dans le secteur bancaire, les secteurs de l'assurance, des valeurs mobilières et des informations financières.

De nouvelles négociations sur l'agriculture et les services ont été engagées en 2000. Elles ont été intégrées dans un programme de travail élargi, le Programme de Doha pour le

développement, adopté à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha (Qatar), en novembre 2001.

Ce programme prévoit en outre des négociations et d'autres activités concernant les droits de douane applicables aux produits autres qu'agricoles, le commerce et l'environnement, les règles de l'OMC dans des domaines comme les mesures antidumping et les subventions, l'investissement, la politique de la concurrence, la facilitation des échanges, la transparence des marchés publics et la propriété intellectuelle, et diverses questions soulevées par les pays en développement, relatives aux difficultés qu'ils rencontrent pour mettre en œuvre les accords actuels de l'OMC.

Les négociations ont été conclues le 1^{er} janvier 2005.

A-2 Evolution et tendances du commerce international

B- Principaux acteurs actuels du commerce international

B-1 Contextes économiques des échanges internationaux

Description des institutions internationales tel que l'ONU, FMI, BIRD...

B-1-1 Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Elle s'acquitte de cette mission en administrant les accords commerciaux:

- servant de cadre aux négociations commerciales
- réglant les différends commerciaux
- examinant les politiques commerciales nationales
- aidant les pays en développement dans le domaine de la politique commerciale par le biais de l'assistance technique et des programmes de formation
- coopérant avec d'autres organisations internationales.

Fonctions de l'OMC

- Administration des accords commerciaux de l'OMC
- Cadre pour les négociations commerciales
- Règlement des différends commerciaux
- Suivi des politiques commerciales nationales
- Assistance technique et formation pour les pays en développement
- Coopération avec d'autres organisations internationales

L'OMC compte près de 150 Membres, qui représentent plus de 97 pour cent du commerce mondial. Une trentaine d'autres pays négocient actuellement leur accession à l'Organisation.

Les décisions sont prises par l'ensemble des Membres. Elles le sont normalement par consensus. Un vote à la majorité est également possible, mais l'Organisation n'a jamais recouru à cette procédure, qui était extrêmement rare à l'époque du prédécesseur de l'OMC, le GATT. Les Accords de l'OMC ont été ratifiés par les parlements de tous les pays Membres.

L'organe suprême de décision de l'OMC est la **Conférence ministérielle**, qui se réunit au moins tous les deux ans.

Au deuxième niveau se trouve le **Conseil général** (qui rassemble normalement les ambassadeurs et les chefs de délégation à Genève, mais parfois aussi des fonctionnaires envoyés par les capitales des pays Membres), qui se réunit plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Le Conseil général se réunit également en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et en tant qu'Organe de règlement des différends.

Au troisième niveau se trouvent le **Conseil du commerce des marchandises**, le **Conseil du commerce des services** et le **Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Conseil des ADPIC)**, qui présentent des rapports au Conseil général.

De nombreux **comités spécialisés**, **groupes de travail** et **groupes d'experts** s'occupent des domaines visés par les différents accords et d'autres domaines tels que

l'environnement, le développement, les candidatures à l'OMC et les accords commerciaux régionaux.

Les règles de l'OMC — les accords — résultent des négociations menées par les Membres. Celles qui sont actuellement en vigueur découlent des négociations du Cycle d'Uruguay (1986-1994), qui ont donné lieu notamment à une révision majeure du texte original de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Le GATT constitue désormais le principal recueil de règles de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises. Le Cycle d'Uruguay a également abouti à l'établissement de nouvelles règles régissant le commerce des services, les aspects pertinents de la propriété intellectuelle, le règlement des différends et l'examen des politiques commerciales. Elles représentent au total quelque 30 000 pages, soit une trentaine d'accords et d'engagements distincts (que l'on appelle les listes), contractés par les différents Membres dans des domaines spécifiques tels que l'abaissement des taux de droit ou l'ouverture du marché des services.

Ces accords permettent aux Membres de l'OMC de gérer un système commercial non discriminatoire qui énonce leurs droits et leurs obligations. Chaque pays obtient l'assurance que ses exportations bénéficieront constamment d'un traitement équitable sur les marchés des autres pays et promet à son tour de traiter ainsi les importations arrivant sur son propre marché. Le système offre également aux pays en développement une certaine souplesse pour la mise en œuvre de leurs engagements.

Marchandise

Tout a commencé par le commerce des marchandises. De 1947 à 1994, le GATT était le centre de négociation de la réduction des droits de douane et autres obstacles au commerce; le texte de l'Accord général énonçait quant à lui des règles importantes, en particulier la non-discrimination.

Depuis 1995, le texte actualisé du GATT constitue l'accord de référence de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises. Il comporte des annexes portant sur des secteurs spécifiques, tels que l'agriculture et les textiles, et traitant de questions particulières telles que le commerce d'État, les normes de produits, les subventions et les mesures de lutte contre le dumping.

Services

Les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises de télécommunication, les organisateurs de voyages, les chaînes d'hôtels et les sociétés de transport qui souhaitent opérer à l'étranger peuvent désormais bénéficier d'un système de commerce plus libre et plus équitable, qui ne valait auparavant que pour le commerce des marchandises.

Ces principes sont ancrés dans le nouvel Accord général sur le commerce des services (AGCS). Les Membres de l'OMC ont également accepté des engagements dans le cadre de l'AGCS en vertu desquels ils doivent déclarer quels sont les secteurs qu'ils sont disposés à ouvrir à la concurrence étrangère et dans quelle mesure ces marchés sont ouverts.

Propriété intellectuelle

L'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle peut être assimilé à un ensemble de règles régissant le commerce et l'investissement dans le domaine des idées et de la créativité. Ces règles prévoient les modalités selon lesquelles le droit d'auteur, les brevets, les marques, les indications géographiques utilisées pour identifier des produits, les dessins et modèles industriels, les schémas de configuration des circuits intégrés et les renseignements non divulgués tels que les secrets commerciaux — en d'autres termes la "propriété intellectuelle" — devraient être protégés lorsqu'il y a échanges commerciaux.

Règlement des différends

La procédure prévue par l'OMC pour résoudre les litiges commerciaux dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends est essentielle pour faire respecter les règles et, partant, veiller à ce que les échanges se fassent sans heurts.

Les pays portent un différend devant l'OMC lorsqu'ils estiment que les droits que leur confèrent les accords sont violés. Les décisions rendues par des experts indépendants, spécialement nommés, se fondent sur l'interprétation des accords et des engagements pris par les différents pays.

Le système encourage les pays à régler leurs différends par la voie de la consultation. En cas d'échec, ils peuvent suivre une procédure soigneusement définie, comportant plusieurs étapes, qui prévoit une décision éventuelle par un groupe spécial et la possibilité de faire

appel de cette décision sur des points de droit. Le nombre de différends soumis à l'OMC — environ 300 en huit ans contre 300 pendant toute la durée de vie du GATT (1947-1994) — témoigne de la confiance portée au système.

Examen des politiques

Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales vise à améliorer la transparence et la compréhension des politiques adoptées par les pays et à évaluer leur impact. Nombre de Membres estiment en outre que ces examens leur fournissent en retour des informations constructives sur leurs pratiques.

Tous les Membres de l'OMC doivent faire l'objet d'un examen périodique, chaque examen donnant lieu à la préparation d'un rapport par le pays intéressé et d'un rapport par le Secrétariat de l'Organisation.

B-1-2 Organisation des Nations Unies (ONU)

L'expression « Nations Unies », qui est due au Président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt, apparut pour la première fois au cours de la seconde guerre mondiale dans la Déclaration des Nations Unies du 1er janvier 1942, par laquelle les représentants de 26 pays s'engageaient à poursuivre ensemble la guerre contre les puissances de l'Axe.

En 1945, les représentants de 50 pays à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale se sont rencontrés à San Francisco pour élaborer la Charte des Nations Unies. Ils prirent pour base de leurs travaux les propositions rédigées entre août et octobre 1944 à Dumbarton Oaks (Etats-Unis) par les représentants de la Chine, des Etats-

Unis, du Royaume-Uni et de l'URSS. La Charte fut signée le 26 juin 1945 par les représentants des 50 pays; la Pologne, qui n'avait pas été représentée à la Conférence, la signa plus tard, mais elle fait néanmoins partie des 51 Etats Membres originels.

L'Organisation des Nations Unies naquit officiellement le 24 octobre 1945, lorsqu'elle fut ratifiée par la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'URSS et la majorité des autres pays signataires. La Journée des Nations Unies est célébrée le 24 octobre de chaque année.

Fonctionnement

L'Organisation des Nations Unies a été fondée le 24 octobre 1945 par 51 pays déterminés à préserver la paix grâce à la coopération internationale et à la sécurité collective. L'ONU compte aujourd'hui 189 Membres, c'est-à-dire la quasi-totalité des nations du monde.

L'Etat qui devient Membre de l'Organisation des Nations Unies accepte les obligations imposées par la Charte des Nations Unies, traité international qui énonce les principes de base des relations entre pays. En vertu de la Charte, les buts de l'ONU sont au nombre de quatre : maintenir la paix et la sécurité internationales; développer des relations amicales entre les nations; réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux et en encourageant le respect des droits de l'homme; et être un centre où s'harmonisent les efforts des nations.

L'ONU n'est pas un gouvernement mondial et ne légifère pas. Elle fournit toutefois les moyens d'aider à résoudre les conflits internationaux et de formuler des politiques sur les questions intéressant l'humanité. Ce faisant, tous ses Etats Membres - grands et petits, riches et pauvres, quel que soit leur système politique ou social - ont leur mot à dire et disposent d'une voix et d'un vote.

L'ONU a six organes principaux, dont cinq - l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle et le Secrétariat - se trouvent au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le sixième organe, la Cour internationale de Justice, a son siège à La Haye (Pays-Bas).

Assemblée générale

Tous les Etats Membres de l'ONU sont représentés à l'Assemblée générale, qui est un parlement des nations qui siège pour examiner les problèmes les plus urgents de l'humanité. Chaque Etat Membre dispose d'une voix. Les décisions concernant des questions essentielles, telles que le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'admission de nouveaux Membres ou le budget de l'Organisation, sont prises à la majorité des deux tiers. Les décisions concernant les autres questions sont prises à la majorité simple. Ces dernières années, on s'est efforcé de prendre les décisions par consensus au lieu de procéder à un vote officiel.

Au cours de sa session de 2001/2002, l'Assemblée générale examine 180 questions différentes, touchant notamment la mondialisation, le sida, les conflits en Afrique, la protection de l'environnement et la consolidation des nouvelles démocraties. L'Assemblée ne peut imposer aucune mesure à un Etat, mais ses recommandations constituent une indication importante de l'opinion mondiale et représentent l'autorité morale de la communauté des nations.

L'Assemblée tient ses sessions ordinaires annuelles de septembre à décembre. Au besoin, elle peut reprendre sa session, ou consacrer une session extraordinaire ou une session extraordinaire d'urgence à des problèmes particuliers. Lorsque l'Assemblée ne siège pas, ses travaux sont menés par ses six grandes commissions, d'autres organes subsidiaires, ainsi que par le Secrétariat de l'ONU.

Conseil de sécurité

En vertu de la Charte des Nations Unies, c'est le Conseil de sécurité qui est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil peut se réunir à tout moment, chaque fois que la paix est menacée. Aux termes de la Charte, tous les Etats Membres sont tenus d'exécuter ses décisions.

Le Conseil se compose de 15 membres. Cinq d'entre eux (la Chine, les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) sont membres permanents. Les 10 autres sont élus par l'Assemblée générale pour deux ans. Les Etats Membres examinent depuis quelques années la possibilité de modifier la composition et le mode de fonctionnement du Conseil pour tenir compte des réalités politiques et économiques actuelles. Les décisions sont prises à une majorité de neuf membres et, sauf pour les questions de procédure, aucune décision ne peut être prise si un membre permanent émet un vote négatif ce qu'on appelle le veto.

Lorsque le Conseil est saisi d'une question qui met la paix internationale en danger, il commence par rechercher les moyens de régler le différend de manière pacifique. Il peut entreprendre une médiation ou énoncer les principes d'un règlement. En cas de combats, le Conseil s'efforce d'obtenir un cessez-le-feu. Il peut envoyer une mission de maintien de la paix pour aider les parties à observer la trêve et séparer les forces en présence.

Le Conseil peut prendre des mesures pour faire appliquer ses décisions. Il peut imposer des sanctions économiques ou ordonner un embargo sur les armes. En de rares occasions, le Conseil a autorisé les Etats Membres à employer " tous les moyens nécessaires ", y compris une action militaire collective, pour faire appliquer ses décisions.

Le Conseil recommande en outre à l'Assemblée un candidat au poste de secrétaire général et formule des recommandations sur l'admission de nouveaux Membres à l'ONU.

Conseil économique et social

Agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social coordonne les activités économiques et sociales du système des Nations Unies. Instance suprême pour l'examen des questions économiques et sociales internationales et la formulation de grandes orientations, il joue un rôle central en encourageant la coopération internationale pour le développement. Le Conseil tient par ailleurs des consultations avec les organisations non gouvernementales (ONG), maintenant ainsi un lien indispensable entre l'ONU et la société civile.

Le Conseil se compose de 54 membres, élus pour trois ans par l'Assemblée générale. Il se réunit pendant toute l'année et il tient une session de fond annuelle, en juillet, alternativement à New York et à Genève. Cette session comporte une réunion spéciale des ministres, au cours de laquelle sont examinées les grandes questions économiques, sociales et humanitaires.

Les organes subsidiaires du Conseil se réunissent régulièrement et lui rendent compte de leurs travaux. La Commission des droits de l'homme, par exemple, surveille le respect de ces droits dans le monde entier. D'autres organes s'occupent de questions telles que le développement social, la condition de la femme, la prévention de la délinquance et la protection de l'environnement. Cinq commissions régionales ont pour mission de favoriser le développement et la coopération dans leurs régions respectives.

Conseil de tutelle

Le Conseil de tutelle a été constitué pour assurer la supervision internationale de 11 territoires sous tutelle administrés par sept Etats Membres et veiller à ce que les mesures voulues soient prises pour préparer ces territoires à l'autonomie ou à l'indépendance. En 1994,

tous les territoires sous tutelle avaient accédé à l'autonomie ou à l'indépendance, soit en tant qu'Etat distinct, soit par leur union à un Etat indépendant voisin. C'est à ce moment que le territoire sous tutelle des îles du Pacifique, les Palaos, administré par les Etats-Unis, a accédé à l'autonomie et est devenu le 185e Etat Membre.

Sa mission largement accomplie, le Conseil de tutelle, qui se compose désormais des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, a modifié son règlement intérieur de façon à se réunir au lieu et au moment dictés par les circonstances.

Cour internationale de Justice

La Cour internationale de Justice (dite aussi Cour mondiale) est le principal organe judiciaire des Nations Unies. Composée de 15 juges conjointement élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, elle statue sur les différends entre pays. Les Etats participent de leur plein gré aux procès, mais une fois qu'ils ont accepté d'y prendre part, ils sont tenus de se conformer à la décision de la Cour. En outre, la Cour donne suite aux demandes d'avis consultatifs émanant de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Secrétariat

Le Secrétariat exécute les tâches techniques et administratives dont le chargent l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et les autres organes. Il est dirigé par le Secrétaire général, qui assure l'orientation administrative d'ensemble.

Le Secrétariat se compose actuellement de départements et de bureaux dont l'effectif total, environ 7 500 personnes financées à l'aide du budget ordinaire et presque autant financées à l'aide de fonds spéciaux, provient de quelque 170 pays. Outre le Siège de l'ONU à New York, le Secrétariat comprend, entre autres, les Offices des Nations Unies à Genève, à Vienne, à Nairobi et ailleurs.

Système des Nations Unies

Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et 13 autres organisations indépendantes, appelées " institutions spécialisées ", sont reliés à l'ONU dans le cadre d'accords de coopération (voir la liste p. 34). Ces institutions, au nombre desquelles figurent l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation de l'aviation

civile internationale, sont des organes autonomes créés par des accords intergouvernementaux. Elles sont dotées d'un large éventail de compétences internationales en matière économique, sociale et culturelle, ainsi que dans les domaines de l'éducation, de la santé et des questions apparentées. Certaines d'entre elles, comme l'Organisation internationale du Travail et l'Union postale universelle, sont antérieures à l'ONU elle-même.

En outre, plusieurs bureaux, programmes et fonds des Nations Unies - Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - œuvrent à l'amélioration de la situation économique et sociale des peuples du monde entier. Ils relèvent de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social.

Toutes ces organisations ont leurs propres organes directeurs, budget et secrétariat. Elles constituent avec l'ONU ce que l'on appelle le système des Nations Unies. Ensemble, elles fournissent une assistance technique et d'autres formes d'aide concrète dans pratiquement tous les domaines économiques et sociaux.

B-1-3 Le Fond Monétaire International (FMI)

L'une des principales fonctions du FMI est de fournir des prêts aux pays qui éprouvent des difficultés de balance des paiements. Les concours financiers accordés par le FMI permettent aux pays de reconstituer leurs réserves internationales, de stabiliser la valeur de leur monnaie, de continuer à régler leurs importations et de restaurer les conditions d'une croissance forte et durable. Contrairement aux banques de développement, le FMI n'accorde pas de prêts pour des projets spécifiques.

Quand un pays peut-il emprunter au FMI ?

Un pays membre peut solliciter une aide financière au FMI s'il constate un besoin de balance des paiements — c'est-à-dire dans les cas où il ne peut pas obtenir de financements suffisants à des conditions abordables pour régler ses paiements internationaux. Un prêt du FMI facilite les politiques d'ajustement et de réforme qu'un pays doit mettre en œuvre pour

corriger ses déséquilibres de paiements et restaurer les conditions d'une croissance économique durable.

Évolution des opérations de prêt du FMI

Le volume des prêts du FMI a considérablement fluctué au fil des ans. Le choc pétrolier des années 70 et la crise de la dette des années 80 ont suscité une forte hausse des prêts du FMI, puis, au cours des années 90, le processus de transition en Europe centrale et orientale et les crises des économies de marché émergentes ont à nouveau occasionné une demande substantielle de ressources de l'institution.

Modalités des prêts du FMI

Les prêts du FMI relèvent généralement d'«accords» stipulant les conditions que le pays doit remplir pour avoir accès aux ressources. Le programme économique qui sous-tend un accord est formulé par le pays en consultation avec l'institution, puis soumis au Conseil d'administration dans une «lettre d'intentions». Une fois l'accord approuvé par le Conseil d'administration, le prêt est mis à la disposition du pays par tranches successives au fur et à mesure de l'exécution du programme.

Facilités de prêt du FMI

Le FMI a créé au fil des ans un certain nombre d'instruments — ou «facilités» — de prêt, qui sont adaptés aux conditions spécifiques de ses divers pays membres. Les pays à faible revenu peuvent emprunter à des taux concessionnels par l'intermédiaire de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Les prêts non concessionnels relèvent de quatre grandes facilités : accords de confirmation; mécanisme élargi de crédit; facilité de réserve supplémentaire (FRS); et facilité de financement compensatoire (FFC). Le FMI propose aussi une aide d'urgence, parfois assortie de taux d'intérêt concessionnels, à l'appui des programmes de redressement des pays ayant subi une catastrophe naturelle ou un conflit.

À l'exception de la FRPC, tous les mécanismes et facilités de financement sont assortis du taux d'intérêt du FMI — le «taux de commission» — qui est fondé sur le marché; certaines facilités entraînent un coût d'intérêt supplémentaire, le «taux de commission additionnelle». Le taux de commission est basé sur le taux d'intérêt du DTS, qui est recalculé chaque semaine

pour tenir compte des fluctuations à court terme des taux d'intérêt sur les principaux marchés monétaires internationaux. Au 31 août 2005, le taux de commission était de 3,91 %. Les prêts de montant très élevé sont assortis d'un taux de commission additionnelle et doivent être remboursés par anticipation lorsque la position extérieure du pays le permet.

Le montant qu'un pays peut emprunter au FMI — la «limite d'accès» — varie en fonction du type de prêt accordé, mais en général ce montant représente un multiple de la quote-part. Lorsque les besoins des pays membres sont très élevés (en cas de crise du compte de capital, par exemple), les prêts du FMI peuvent dépasser ces limites et sont régis alors par la politique d'«accès exceptionnel».

Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Les accords de prêts concessionnels aux pays à faible revenu sont fondés sur des stratégies exhaustives et pilotées par les pays qui sont décrites dans leurs *documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)*. Ces dernières années, la plupart des prêts du FMI ont été accordés dans le cadre de la FRPC. Les prêts FRPC sont assortis d'un taux d'intérêt de 0,5 % seulement par an et sont remboursables sur une période de cinq ans et demi à dix ans.

Accords de confirmation. Les accords de confirmation ont pour objectif d'aider les pays à surmonter des difficultés temporaires de balance des paiements; c'est le type d'accord du FMI le plus utilisé. Leur durée est en général de 12 à 18 mois, et le remboursement normalement compris entre deux ans et demi et quatre ans. Des commissions additionnelles s'appliquent aux tirages de montant élevé.

Mécanisme élargi de crédit. Cette facilité a été créée en 1974 pour aider les pays à remédier à des difficultés prolongées de balance des paiements nécessitant des réformes plus fondamentales de la structure économique. La durée des accords au titre du mécanisme élargi est donc plus longue (trois ans en général). Les pays sont censés rembourser dans un délai de quatre ans et demi à sept ans. Des commissions additionnelles s'appliquent aux tirages de montant élevé.

Facilité de réserve supplémentaire (FRS). Cette facilité a été instituée en 1997 pour répondre à d'importants besoins de financement à très court terme. La création de cette facilité a été motivée par la perte soudaine de confiance dont ont souffert certaines économies de marché émergentes dans les années 90, qui ont provoqué des sorties massives de capitaux et

nécessité de la part du FMI des concours financiers d'une ampleur jusqu'alors inégalée. Les pays sont censés rembourser les emprunts dans un délai de deux ans à deux ans et demi, mais ils peuvent solliciter une extension ne dépassant pas six mois. Tous les prêts au titre de la FRS sont assortis d'un taux substantiel de commission additionnelle de 3 à 5 points de pourcentage.

Facilité de financement compensatoire (FFC). Créée en 1963, cette facilité visait à assister les pays confrontés à une chute soudaine de leurs recettes d'exportations ou à une augmentation du coût de leurs importations de céréales en raison de la fluctuation des prix mondiaux des produits de base. Les conditions financières de cette facilité sont analogues à celles d'un accord de confirmation, mais les prêts ne sont pas assujettis à une commission additionnelle.

Aide d'urgence. Le FMI débloque une aide d'urgence aux pays ayant subi une catastrophe naturelle ou sortant d'un conflit. Les concours au titre de l'aide d'urgence sont assortis du taux de commission de base, bien que des bonifications de taux d'intérêt soient offertes aux pays admis à bénéficier de la FRPC, en fonction des disponibilités. Les prêts doivent être remboursés dans un délai de trois ans et trois mois à cinq ans.

B-1-4 La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Appelée aussi Banque mondiale, la BIRD, créée en 1944, avait pour objectif d'encourager la reconstruction des économies européennes après la guerre (accords de Bretton Woods). Incorporée en 1947 au système des Nations Unies, elle se tourne dès 1948 vers le financement du développement du Tiers-Monde. Le groupe de la Banque mondiale comprend aussi l'Association internationale pour le développement (AID, fondée en 1960), la Société financière internationale (1956), le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (1966) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (1988). Chacun des 183 pays membres s'acquitte d'une souscription proportionnelle à sa part du commerce mondial; initialement, cette souscription s'effectuait à raison de 2% en or ou en dollars, et de 18% dans sa propre monnaie. Le solde du capital, non versé, peut être appelé le cas échéant pour couvrir les engagements de la Banque. Au 30 juin 1996, le total cumulé des prêts représentait l'équivalent de quelque 470 milliards de francs, dont 120 milliards de crédits de l'AID. Participant depuis plusieurs années à l'institution, la

Suisse en devient membre en 1992, après votation populaire (référendum lancé par les oeuvres d'entraide). Elle détient un peu moins de 2% du capital de la Banque. Le groupe d'Etats qu'elle représente au conseil d'administration (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan) détient 3,03% des voix à la BIRD, 3,45% à l'AID.

B-1-5 L'Union du Maghreb Arabe (UMA)

L'Union du Maghreb Arabe est venue consolider les aspirations des peuples et des dirigeants maghrébins à édifier un ensemble régional intégré plus viable et plus durable que ne l'ont été les expériences tentées par le passé.

Mettant à profit les travaux de la Grande Commission maghrébine, réunie à l'automne 1988, les rédacteurs du Traité constitutif de l'UMA du 17 février 1989 ont tenu, dans le Préambule, à mettre en exergue les liens solidaires qui unissent les peuples du Maghreb Arabe, liens fondés sur la communauté de l'histoire, de la religion et de la langue ; Ils ont certes posé comme finalité, le renforcement des relations entre les Etats membres, mais les rédacteurs du Traité sont allés plus loin encore en prévoyant *"la marche progressive vers, la réalisation d'une intégration complète"* grâce à laquelle l'UMA disposera d'"un poids spécifique" sur la scène internationale, lui permettant de *"participer activement à l'équilibre mondial, à la consolidation des relations pacifiques et au renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le monde"*.

La Déclaration des Chefs d'Etat relative à la fondation de l'UMA, adoptée au Sommet de Marrakech, marque pour sa part la volonté des pays membres de traduire dans les faits le rêve des générations maghrébines d'édifier une union viable. On peut lire en effet dans la Déclaration que l'Union du Maghreb Arabe doit être perçue comme étant *"une communauté complémentaire... qui coopère avec des institutions régionales similaires, une communauté... participant à l'enrichissement du dialogue international et mettant ses potentialités au service du renforcement de l'indépendance des Etats parties de l'Union et à la sauvegarde de leurs acquis, œuvrant avec la communauté internationale pour l'instauration d'un ordre mondial où prévaut la justice, la dignité, la liberté, les droits de l'homme et où les rapports sont empreints d'une coopération sincère et d'un respect mutuel"*.

Au surplus, cette communauté complémentaire représente, aux termes du Traité de Marrakech *"une étape essentielle dans la voie de l'unité arabe "* et doit constituer *"une*

véritable plate-forme pour la réalisation d'une union plus vaste groupant d'autres pays arabes et africains".

Plus précisément, les articles deux et trois du Traité constitutif tracent des objectifs socio-politiques, culturels et économiques à atteindre par l'Union. Les objectifs économiques qui nous concernent ici, portent sur la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les pays membres, la mise en œuvre de politiques communes assurant le développement industriel, agricole, commercial et social des Etats membres, la réalisation de projets communs et l'élaboration de programmes.

Aussi, dès sa création, l'UMA allait-elle mettre en place les instruments et les mécanismes susceptibles d'aider à la mise en œuvre des objectifs énoncés par le Traité. C'est ainsi qu'en l'espace de trois années consécutives (1989-1991), les institutions prévues par le Traité ont été mises en place : Conseil des ministres des affaires étrangères, Comité de Suivi, Secrétariat Général, Conseil Consultatif et Commissions ministérielles spécialisées, véritables chevilles ouvrières de l'action maghrébine commune. Ce sont ces commissions qui furent à l'origine de l'élaboration des 37 conventions et accords maghrébins conclus jusqu'à nos jours dans le cadre de l'UMA. En matière économique, on peut citer à cet égard :

1) l'adoption d'une "*stratégie maghrébine commune de développement*", en juillet 1990 définissant les bases de la solidarité économique entre les pays maghrébins et invitant à l'élaboration de politiques communes dans tous les domaines dans le but de l'instauration :

a) d'une zone de libre-échange pour tous les produits d'origine maghrébine, ainsi que pour d'autres secteurs dont en particulier, les services;

b) d'une union douanière et d'un marché commun, dans un deuxième temps, étape qui verrait l'harmonisation voire l'unification des droits de douane appliqués par les pays membres et l'institution d'un tarif extérieur commun. Une Nomenclature douanière commune inspirée du Système Harmonisé a été adoptée à cet effet dès décembre 1991 ;

c) enfin, une union économique globale comme dernière étape de ce processus d'intégration.

2) l'adoption d'une Convention portant sur les échanges de produits agricoles (entrée en vigueur le 14/7/1993), qui se fixe pour objectifs de promouvoir les potentialités agricoles et favoriser l'écoulement des produits agricoles de base au niveau maghrébin, dans le but de parvenir à assurer la sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population maghrébine;

3) l'adoption d'une Convention commerciale et tarifaire maghrébine le 10 mars 1991, qui préconise l'application des règles du libre échange pour les produits d'origine maghrébine échangés entre les pays membres. Elle comporte quatre protocoles d'accords relatifs aux règles d'origine, à l'application d'une taxe compensatoire unique de 17,5% retenue à l'importation, aux mesures de sauvegarde et un protocole portant liste des produits libérés des mesures non tarifaires.

4) Sur le plan institutionnel, une Convention maghrébine a été adoptée en mars 1991 en vue de mettre sur pied une "Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur", chargée de mobiliser les fonds nécessaires au développement économique au niveau régional et de financer ou participer au financement de projets d'investissements maghrébins et d'opérations de commerce extérieur.

5) En vue de faciliter la mise en œuvre de ces instruments, l'UMA a adopté d'autres conventions complémentaires en matière de transport terrestre et de transit (23/7/1990) ou en matière d'assurance et de réassurance (1994). Elle a en outre initié divers programmes dans le domaine des infrastructures de base visant à renforcer les moyens de transport et de communication.

S'il est vrai que les instruments à caractère multilatéral de l'UMA offrent un cadre à l'intérieur duquel les opérateurs économiques, les investisseurs et les hommes d'affaires peuvent évoluer dans la perspective de l'intégration régionale, les instances supérieures de l'UMA n'en ont pas moins veillé à assurer le maximum de garanties et d'incitations à ces opérateurs et ce, en inscrivant dans le corps même de ces conventions et accords, les principes, les règles et les disciplines unanimement admis en cette matière. C'est ainsi que :

1) Sur le plan commercial l'UMA a adopté les règles du démantèlement des droits de douane et des taxes d'effet équivalent, de l'abaissement graduel des barrières non tarifaires, de la condamnation du dumping et des subventions à l'exportation, de l'adoption du principe de la concurrence loyale entre les producteurs des pays de l'UMA; Ceci dans la perspective de la

libéralisation des échanges commerciaux entre les pays membres. Afin de tenir compte des pertes éventuelles qu'une telle libéralisation pourrait entraîner sur les recettes douanières des pays membres, l'UMA a entrepris une étude sur les différents mécanismes de compensation à appliquer dans cette hypothèse.

2) Sur le plan de la réglementation des investissements, les pays de l'UMA ont adopté des règles communes relatives à la garantie des investissements et à leur encouragement, allant dans le sens des règles reconnues sur le plan international en matière de non-discrimination, d'égalité de traitement et de libéralisation des exportations, ainsi qu'il ressort de la convention maghrébine relative à la promotion et à la garantie des investissements, signée en juillet 1990 et entrée en vigueur en juillet 1993, convention qui a constitué le point de départ d'une vaste réflexion sur l'incitation à l'investissement au niveau régional maghrébin, objet d'une étude entreprise également par l'UMA.

L'UMA et la nouvelle donne économique multilatérale

La création de l'OMC a pu être vécu comme un défi par les pays en Développement qui ont participé aux négociations multilatérales. Au-delà de la question de l'impact de ces évolutions pour les pays maghrébins, il convient de constater que la création de l'OMC et le renforcement du système multilatéral ne constituent aucunement un obstacle au processus d'intégration maghrébine. Bien au contraire, ces évolutions pourraient permettre un rapprochement législatif et économique constituant une base horizontale commune du système des échanges à développer au sein de l'UMA. Le succès et le nombre croissant d'accords d'intégration régionale corroborent le fait que les développements récents du multilatéralisme, loin de freiner le développement des intégrations régionales, leur ont au contraire fourni la possibilité d'un nouveau départ.

Les contributions réciproques entre multilatéralisme et régionalisme sont aujourd'hui incontestables. Ainsi, nombre de disciplines introduites au niveau multilatéral ont servi de base fondamentale de progression au niveau régional. De même, certains accords régionaux ont été les laboratoires permettant l'expérimentation de politiques dans de nouveaux secteurs. Politiques ayant ensuite été reprises au niveau multilatéral.

La création de l'OMC et le développement de nouvelles règles du jeu au niveau multilatéral ne constituent donc pas nécessairement un obstacle à l'intégration de l'UMA. En

outre, il est possible de voir dans l'hétérogénéité des statuts des pays UMA par rapport à l'OMC, non pas un problème, mais l'opportunité de développer une approche spécifique d'intégration régionale maghrébine permettant de mieux tenir compte des différences entre membres de l'UMA par rapport au multilatéralisme. La constitution d'un ensemble régional regroupant des pays autour d'un noyau commun de politiques économiques, au-delà d'éventuelles différences infrastructurelles, ne constituerait d'ailleurs pas une première. Ainsi la Grèce, L'Espagne et le Portugal avaient, lors de leur adhésion à l'Union Européenne, suivi un schéma d'adoption graduelle de l'acquis communautaire.

Il n'en reste pas moins qu'une telle démarche exigera un élan politique réel afin de dépasser les limites qui ont, jusqu'à aujourd'hui, entravé le développement de l'UMA.

L'UMA et la nouvelle donne régionale euro-méditerranéenne

La création du partenariat euro-méditerranéen, associant 27 partenaires dans un cadre multilatéral complémentaire d'un renforcement des relations bilatérales, a été officialisée lors du sommet de Barcelone de novembre 1995. Aujourd'hui, une nouvelle ère dans les relations euro-méditerranéenne s'ouvre alors que l'Europe redécouvre sa véritable dimension historique et géographique.

Deux pays de l'UMA, le Maroc et la Tunisie ont signé des accords "euro-méditerranéens d'association" allant bien au-delà de la simple libéralisation des échanges telle qu'initiée dès la fin des années 1960 dans le cadre des premiers accords commerciaux euro-maghrébins. Des négociations ont aussi été entamées entre l'Algérie et l'Union européenne. Cette nouvelle forme de régionalisme Nord-Sud visant à établir une Zone de Libre Echange Euro-Méditerranéenne à l'échéance 2010 est constituée de deux principaux piliers :

- la création d'une zone de libre échange entre l'UE et chacun des pays méditerranéens et l'élargissement graduel de cette zone grâce à la libéralisation des échanges entre pays méditerranéens,
- L'assistance financière européenne à la restructuration des économies méditerranéennes au travers de l'enveloppe financière définie dans le cadre du programme MEDA.

L'initiation de cette association euro-méditerranéenne, qui a déjà entraîné des changements fondamentaux dans la structure des relations entre ces pays et l'UE, leur

principal partenaire commercial, pourrait bien à l'avenir se révéler être un atout pour achever le processus d'intégration économique maghrébine.

Les complémentarités et convergences entre l'initiative UMA et l'association euro-méditerranéenne sont largement plus importantes que les difficultés que posent leur développement simultané. Outre l'initiative européenne, il est également important de garder à l'esprit le lancement par la Ligue arabe d'un projet visant à la libéralisation réciproque des échanges et à la création d'une zone de libre échange à l'échéance 2009.

La multiplicité des initiatives - tant au niveau multilatéral que régional et sub-régional - pourrait conduire à la définition d'une échelle de priorités. Leur complémentarité mutuelle et la complémentarité de ces initiatives avec celles menées dans le cadre de l'UMA, dont les travaux demeurent inachevés n'est, a priori, pas forcément évidente.

Il convient, en fait, de réorienter et d'actualiser la réflexion afin de définir une stratégie maghrébine qui prenne en compte les problématiques introduites par ces différentes nouvelles initiatives.

La stratégie d'intégration maghrébine

Entre 1990 et 1994, plus d'une trentaine de conventions et accords, chartes et protocoles ont été élaborés par les pays membres de l'UMA. Toutefois, bon nombre d'entre eux ne sont pas ratifiés ou entrés en vigueur. L'institutionnalisation des relations maghrébines a toutefois permis la tenue de réunions au niveau politique et technique. L'absence de structure administrative stable durant les premières années a cependant retardé la mise en œuvre du projet d'intégration.

Le traité de Marrakech et les "grandes lignes de la stratégie maghrébine pour le développement commun" adoptée en juillet 1990, ont été un peu trop rapide, au regard par exemple des divergences en matière d'orientation économique et de l'importance des écarts de développement, si bien que les différentes étapes du processus d'intégration ont été reportées. En outre, des problèmes sont apparus quant à la définition des mécanismes de compensation, indispensables à la mise en place d'une telle intégration. Force est également de constater que les problèmes politiques inter maghrébins ont différé la mise en œuvre de la stratégie maghrébine d'intégration.

L'adoption de la Convention relative aux échanges de produits agricoles entre les pays de l'Union du Maghreb arabe et de la Convention commerciale et tarifaire maghrébine a toutefois permis d'adopter un Corpus juridique transitoire. Aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre la première phase de la stratégie maghrébine pour le développement commun : la zone de libre échange maghrébine.

B-1-6 La ligue Arabe (LA)

Création

Elle a été créée le 22 mars 1945 à Alexandrie. Dès la seconde guerre mondiale, les Britanniques avancent l'idée d'une fédération des Etats arabes cherchant ainsi à gagner la sympathie des pays arabes. Ses alliés hachémites d'Amman et de Bagdad tentent alors de mettre sur pied un Etat unifié du « Croissant fertile » (Palestine et Syrie en plus de leur Etat). L'Egypte, opposée à ce projet, propose un contre-projet qui aboutit à la réunion d'Alexandrie.

Composition

Aujourd'hui, elle se compose de 22 membres: L'Egypte, l'Irak, le Liban, l'Arabie saoudite, la Syrie, la Transjordanie et le Yémen nord, membres fondateurs. A ceux-ci se sont ajoutés la Libye (1953), le Soudan (1956), le Maroc et la Tunisie (1958), le Koweït (1961), l'Algérie (1962), le Yémen du Sud (1967) unifié depuis 1991 avec le Yémen du Nord, le Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman (1971), la Mauritanie (1973), la Somalie (1974), Djibouti (1977) et les Comores (1993). L'Organisation de libération de la Palestine a été admise en 1976.

Définition

"Créée en 1945, la Ligue des États arabes est la seule institution représentative de l'ensemble de la «Nation arabe». À ce titre, son rôle et sa place sont importants, même si elle a connu de nombreuses difficultés, qui sont d'ailleurs davantage liées aux vicissitudes des relations inter-arabes qu'au fonctionnement de la Ligue.

Le fonctionnement de la Ligue des États arabes La ligue des États arabes comptait sept États à sa création le 22 mars 1945 (1), 22 en sont membres aujourd'hui (2). Le siège de la

Ligue est au Caire depuis 1990, comme il l'était entre 1945 et 1978. Pendant l'exclusion de l'Égypte suite aux accords de Camp David, le siège a été fixé à Tunis.

La Ligue des États arabes se compose classiquement de deux types d'organes:

- **les organes inter-étatiques**, composés des représentants des différents États membres. Au sommet se trouve les conférences arabes au sommet où se réunissent une fois par an au moins les chefs d'État arabes; comme les conseils européens, ces sommets créés en 1964 n'étaient pas prévus dans le traité constitutif de l'organisation, mais constituent l'organe principal de prise de décision politique. Le conseil se réunit deux fois par an au niveau des chefs d'État, de gouvernement ou des ministres des Affaires étrangères, les décisions sont prises à l'unanimité. Des conseils ministériels existent également, ils rassemblent les ministres en charge d'un secteur particulier, les plus importants sont le conseil de défense et le conseil économique.
- **le secrétariat général**, qui est un organe indépendant des différents États. Il est chargé d'assurer le fonctionnement administratif de la Ligue. Le secrétaire général, actuellement M. Esmat Abdel Meguid, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères, est élu pour 5 ans, le mandat est renouvelable.

La Ligue a aussi créé un grand nombre d'agences spécialisées et autonomes, telles l'Organisation arabe du travail, l'Union postale, l'Union des télécommunications...

La Ligue des États arabes exerce des activités de diverses natures. Elle a d'abord un rôle de coordination politique des positions de ses membres sur les grandes questions internationales. En matière politique, l'organisation est donc avant tout un forum, même s'il existe un «pacte de défense collective» signé en 1952 mais qui n'a jamais fonctionné. Dans les domaines de la coopération économique ou culturelle, la Ligue a un pouvoir d'impulsion et joue aussi, notamment grâce à ses organes spécialisés, un rôle de coordination."

Enjeux

"Une histoire mouvementée De sa création en 1945 à 1978, la Ligue des États arabes a été cimentée par l'hostilité à Israël. Ainsi, c'est dans le cadre de la Ligue qu'a été créée l'Organisation de libération de la Palestine en 1964. De même l'entrée de l'OLP comme membre à part entière de la Ligue en 1976 a été un moment important dans la reconnaissance

de la question palestinienne et pour la légitimité de l'OLP comme «représentant unique et légitime du peuple palestinien».

Cependant même durant cette période, la Ligue arabe a dû prendre en compte les divisions du monde arabe, son pacte de défense collective n'a ainsi été d'aucune utilité pendant la crise de Suez en 1956 ou pendant les différents conflits israélo-arabes. En outre, les rares tentatives d'unification du monde arabe, comme l'éphémère République arabe unie lancée par l'Égypte en 1958, se sont faites en dehors de son cadre.

À partir de 1978, la Ligue connaît une grave crise. Suite à la paix entre Israël et l'Égypte, cette dernière est exclue de l'organisation. Privée de sa nation la plus puissante et la plus emblématique, dont la capitale accueillait le siège et qui fournissait une part importante du personnel, l'influence de la Ligue arabe, repliée à Tunis, baisse considérablement. L'absence d'unité du monde arabe, pourtant déjà sous-jacente, apparaît alors au grand jour. Le retour de l'Égypte en 1990 ne permet pas de revenir sur cet état de fait car il coïncide avec la guerre du Golfe et le début du processus de paix israélo-arabe, sources de division du monde arabe. Ainsi, pendant cette période des structures de coopération se développent dans un cadre régional, en dehors du cadre de la Ligue arabe, comme le Conseil de coopération du Golfe, créé en 1981, ou l'Union du Maghreb arabe en 1989.

La Ligue des États arabes aujourd'hui

Toutes les difficultés connues par la Ligue arabe sont le reflet des divisions du monde arabe, elles ne remettent pas en cause l'organisation elle-même. Au contraire, ses tentatives de coordination n'en sont que plus utiles. Ainsi, après une période difficile, la Ligue arabe joue de nouveau son rôle de forum entre tous les États arabes, pourtant si différents. Le sommet de la Ligue se réunit de nouveau depuis 1996, alors qu'aucune rencontre à ce niveau n'avait plus eu lieu depuis 1990. Par ailleurs, la Ligue redevient une force de proposition et d'impulsion, elle est en effet un acteur important de la mise en place d'une zone arabe de libre-échange à l'horizon 2007 entre 14 de ses États membres qui a débuté en janvier 1998."

B-1-7 L'Union européenne (UE)

Définition

«Jusqu'au mois de mai 2004, l'Union européenne se compose de 15 États membres, ce qui représente un total de 380 millions de citoyens. Dix pays supplémentaires, principalement d'Europe centrale et orientale, devraient y adhérer en 2004. La Bulgarie et la Roumanie devraient les suivre en 2007, faisant dès lors passer la population totale de l'Union à près de 500 millions d'habitants. La Turquie a également posé sa candidature et pourrait adhérer à l'Union ultérieurement, lorsqu'elle remplira tous les critères d'adhésion.

Pour devenir membre de Union européenne, un pays doit être une démocratie stable qui garantisse la primauté du droit et le respect des droits de l'homme ainsi que la protection des minorités. Son économie doit être organisée sur la base des principes de l'économie de marché et son administration publique doit être en mesure d'observer et de faire respecter la législation de l'Union européenne.»

Institutions de l'Union européenne

«L'Union européenne est caractérisée par un système institutionnel original qui la distingue des organisations internationales classiques. Les États, qui ont souscrit aux traités européens, consentent des délégations de souveraineté au profit d'organes indépendants, représentant à la fois les intérêts nationaux et l'intérêt communautaire, et liés entre eux par des rapports de complémentarité dont découle le processus décisionnel.

Le **Conseil de l'Union européenne** est l'institution décisionnelle principale de l'Union européenne. Il réunit les ministres des quinze pays selon la matière inscrite à l'ordre du jour : affaires étrangères, agriculture, industrie, transports, environnement, etc.

Le Conseil, représentant les États membres, arrête les actes juridiques: les règlements, les directives, les décisions. Il dispose d'un pouvoir quasi législatif, qu'il partage avec le Parlement européen. Il exerce également, avec le Parlement, le pouvoir budgétaire. Le Conseil arrête les accords internationaux négociés au préalable par la Commission.

Conformément à l'article 202 (Les articles du traité cités se réfèrent à la version des "traités consolidés" après la signature du traité d'Amsterdam le 2 octobre 1997. Cette numérotation ne

deviendra effective qu'à la suite de l'entrée en vigueur de ce traité après les ratifications nationales) (ex article 145) du traité CE, le Conseil assure la coordination des politiques économiques générales des États membres.

L'article 205 (ex article 148) du traité CE introduit une distinction entre les décisions prises : à la majorité simple, à la majorité qualifiée (au moins 62 voix sur 87) ou à l'unanimité.

Pour les décisions à la majorité qualifiée (au moins 62 voix), les voix sont affectées de la pondération suivante : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni, 10 voix chacun; Espagne, 8 voix; Belgique, Grèce, Pays-Bas et Portugal, 5 voix; Autriche et Suède, 4 voix; Danemark, Irlande et Finlande, 3 voix; Luxembourg, 2 voix.

Le Traité d'Amsterdam étant le champ d'application de la majorité qualifiée à de nouveaux domaines. La majorité qualifiée s'appliquera ainsi à la plupart des nouvelles dispositions du Traité CE : mesures d'initiative en matière d'emploi, égalité des chances entre hommes et femmes, lutte contre l'exclusion sociale, santé publique, mesures anti-fraude, transparence, coopération douanière, statistiques, régions ultrapériphériques, ainsi qu'au programme-cadre de recherche, pour lequel l'unanimité était jusqu'ici requise. L'unanimité est essentiellement réservée aux domaines de nature "constitutionnelle" (modification des traités, adhésion d'un nouvel Etat) ou à certains domaines sensibles comme la fiscalité.

Chaque pays de l'Union exerce la présidence, par rotation, pour une durée de six mois. Les décisions du Conseil sont préparées par le comité des représentants permanents des Etats membres (Coreper), assisté par des groupes de travail composés de fonctionnaires des ministères nationaux. Le Conseil dispose également d'un secrétariat général, établi à Bruxelles, qui prépare et exécute les décisions.

Le **Conseil européen** est né de la pratique, engagée en 1974, de réunir régulièrement les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté européenne. Cette pratique a été institutionnalisée par l'Acte unique européen en 1987. Désormais, le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an et compte, comme membre de droit, le président de la Commission. Le président du Parlement européen est écouté à chaque Conseil européen. Il s'agissait à l'origine de donner une forme régulière aux sommets qui avaient été convoqués, à partir de 1961, à l'initiative d'un Etat membre.

L'importance croissante prise par les affaires communautaires dans la vie politique des États justifiait que l'occasion soit fournie aux chefs de l'exécutif de se rencontrer et d'évoquer ensemble les plus importants dossiers traités au niveau de la CEE. Le traité de Maastricht a consacré le rôle du Conseil européen, centre d'impulsion des principales initiatives politiques de l'Union et organe d'arbitrage des questions litigieuses qui n'ont pu trouver d'accord au sein du Conseil de l'Union européenne. Le Conseil européen a pris rapidement une dimension publique, à cause de la notoriété de ses membres et de la dramatisation de certains de ses enjeux. Le Conseil européen aborde également les problèmes d'actualité internationale à travers la politique étrangère et de sécurité commune, la PESC, mécanisme de rapprochement et d'expression d'une diplomatie commune des Quinze.

Le **Parlement européen** est l'organe d'expression démocratique et de contrôle politique des Communautés européennes, qui participe également au processus législatif.

Elu au suffrage universel depuis juin 1979, il compte aujourd'hui 626 députés, élus tous les cinq ans : 99 députés provenant d'Allemagne, 87 de France, d'Italie et du Royaume-Uni, 64 d'Espagne, 31 des Pays-Bas, 25 de Belgique, de Grèce et du Portugal, 22 de Suède, 21 d'Autriche, 16 du Danemark et de Finlande, 15 d'Irlande et 6 du Luxembourg. Dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne, le nombre de sièges a été limité par le traité d'Amsterdam à 700.

Le Parlement tient normalement ses sessions plénières à Strasbourg. Ses 20 commissions, qui préparent les travaux des séances plénières, ainsi que les groupes politiques se réunissent la plupart du temps à Bruxelles. Son secrétariat général est installé à Luxembourg.

Le Parlement exerce conjointement avec le Conseil une **fonction législative** : il participe à l'élaboration des directives et des règlements communautaires en se prononçant sur les propositions de la Commission européenne, que celle-ci est invitée à modifier pour tenir compte de la position du Parlement :

- L'acte unique, qui a révisé les traités européens, a prévu une procédure à deux lectures au Parlement et au Conseil de ministres. Cette procédure, dite "de coopération", renforce les pouvoirs législatifs du Parlement dans un grand nombre de

matières telles que l'achèvement du marché intérieur européen. La procédure de coopération a été supprimée par le Traité d'Amsterdam (sauf pour quelques cas du chapitre consacré à l'Union économique et monétaire) dans le cadre d'une simplification des procédures législatives et d'une extension de la procédure de codécision.

- Le traité de Maastricht a renforcé le rôle législatif du Parlement en lui conférant un pouvoir de codécision avec le Conseil dans des domaines précis : libre circulation des travailleurs, libre établissement, libre prestation de services, marché intérieur, éducation, recherche, environnement, réseaux transeuropéens, santé, culture, consommateurs. En application de ce pouvoir, le Parlement peut, à la majorité absolue de ses membres, rejeter la position commune arrêtée par le Conseil et mettre fin à la procédure. Une procédure de conciliation est néanmoins prévue par le traité.
- Le traité d'Amsterdam a renforcé le rôle législatif du Parlement européen en étendant la procédure de codécision avec le Conseil à de nouvelles matières comme la santé publique, la politique des transports, la libre circulation des citoyens, certaines dispositions de la politique sociale et la politique de l'emploi. Dorénavant, l'adoption d'un acte pris selon la procédure de codécision (art. 249-ex art. 189 B du traité) ne peut intervenir que moyennant l'accord exprès du Conseil et du Parlement ou en l'absence d'opposition de ce dernier.

Enfin, l'acte unique a soumis la conclusion d'accords internationaux d'association et de coopération ainsi que tout nouvel élargissement de la Communauté à la ratification ("avis conforme") du Parlement. Cet avis conforme a été étendu à Maastricht à la loi électorale uniforme et au droit de circulation et de séjour ainsi qu'aux fonds structurels (voir chapitre 4). Le traité d'Amsterdam prévoit également son application pour la prise de sanction en cas de violation grave et persistante des droits fondamentaux par un Etat membre.

Le Parlement partage également avec le Conseil le **pouvoir budgétaire** : il adopte le budget de la Communauté. Il a aussi la possibilité de le rejeter, ce qui s'est déjà produit à plusieurs reprises. Dans ce cas, toute la procédure budgétaire est à recommencer.

Préparé par la Commission, le budget fait la navette entre le Conseil et le Parlement, les deux institutions qui constituent l'autorité budgétaire. Pour les dépenses dites "obligatoires" - en majorité des dépenses agricoles -, le dernier mot appartient au Conseil.

Pour les autres - les dépenses "non obligatoires" -, il revient au Parlement, qui peut les modifier dans les conditions fixées par le traité.

Le Parlement a pleinement utilisé ses pouvoirs budgétaires pour influencer sur les politiques communautaires.

La fonction d'impulsion politique du Parlement est essentielle. Représentant de 373 millions de citoyens, forum européen par excellence, creuset des sensibilités politiques et nationales des Quinze, le Parlement est tout naturellement un lieu d'initiative. Il demande régulièrement de développer ou d'infléchir des politiques existantes ou d'en lancer de nouvelles. Aussi, le projet de traité sur l'Union européenne, qu'il a adopté en 1984, a été le catalyseur décisif qui a conduit les gouvernements à conclure l'acte unique. De même, le Parlement a soutenu l'organisation parallèle des deux conférences intergouvernementales sur l'Union économique et monétaire et sur l'Union politique. Grâce à la présence de deux observateurs, il a été étroitement associé à la négociation du traité d'Amsterdam. Il réclame cependant d'être davantage encore impliqué dans les futures modifications des traités.

Enfin, le Parlement est l'organe de **contrôle démocratique de la Communauté** : il approuve la désignation du Président de la Commission, il dispose du pouvoir de renverser celle-ci en adoptant une motion de censure à la majorité des deux tiers. Il se prononce sur son programme et lui adresse ses observations.

Le traité d'Amsterdam établit que le Parlement européen élaborera un projet en vue d'organiser son élection au suffrage universel suivant des "principes communs à tous les Etats membres".

Le Parlement contrôle la bonne marche des politiques communautaires en se fondant notamment sur les rapports de la Cour des comptes. Il contrôle également la gestion quotidienne des politiques, notamment en posant des questions orales et écrites à la Commission et au Conseil.

Enfin, le président en exercice du Conseil européen informe le Parlement des résultats obtenus par cette instance.

José Gil-Roblès Gil-Delgado est président du Parlement européen depuis janvier 1997.

La **Commission européenne** est l'un des organes clefs du système institutionnel communautaire. A la suite du traité de fusion des exécutifs entré en vigueur le 1er juillet 1967, la Commission est l'organisme commun aux trois Communautés européennes : la CECA, la CEE et l'Euratom. Composée de 20 membres depuis le 5 janvier 1995 (deux membres pour la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, un membre pour chacun des autres pays), nommés pour cinq ans d'un commun accord par les États membres, la Commission est soumise à un double vote d'investiture du Parlement. Le Traité d'Amsterdam prévoit que le président de la Commission est désigné d'un commun accord par les gouvernements des États membres, et soumis à l'approbation du Parlement européen. Ensuite, les gouvernements des États membres, conjointement avec le président désigné, nomment les autres membres de la Commission. L'ensemble du collège est enfin soumis à un vote d'approbation du Parlement.

La Commission européenne jouit d'une large indépendance dans l'exercice de ses attributions. Elle incarne l'intérêt communautaire et ne doit se soumettre à aucune injonction de l'un ou l'autre État membre. Gardienne des traités, elle veille à la mise en oeuvre des règlements et des directives adoptés par le Conseil et peut recourir à la voie contentieuse devant la Cour de justice pour faire appliquer le droit communautaire. Disposant du monopole de l'initiative législative, elle peut intervenir à tout moment pour faciliter un accord au sein du Conseil et entre celui-ci et le Parlement. Organe de gestion, la Commission exécute les décisions prises par le Conseil, par exemple dans le domaine de la politique agricole commune. Elle dispose d'un large pouvoir dans la conduite des politiques communes dont le budget lui est confié : recherche et technologie, aide au développement, cohésion régionale, etc.

Elle est contrainte à la démission collective lorsqu'elle est censurée par le Parlement européen, devant lequel elle est responsable. (La censure n'a jamais été encore votée.)

La Commission dispose, pour l'assister, d'une administration dont le siège est réparti principalement entre Bruxelles et Luxembourg. Les vingt-cinq directions générales constituent autant de secteurs spécialisés dans la mise en oeuvre des politiques communes et dans la gestion administrative générale. A la différence des secrétariats des organisations internationales classiques, la Commission, en tant que gardienne des traités, exerce ses

prérogatives en toute indépendance. Jacques Santer est président de la Commission depuis janvier 1995.

La **Cour de justice des Communautés européennes**, dont le siège est fixé à Luxembourg, est composée de quinze juges et assistée de neuf avocats généraux, qui sont désignés d'un commun accord par les gouvernements des états membres, pour un mandat de six ans renouvelable. Leur indépendance est garantie. Le rôle de la Cour est d'assurer le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités.

A cette fin, elle peut constater le manquement d'un Etat membre à l'une des obligations qui lui incombent en vertu des traités; contrôler la légalité des actes des institutions moyennant le recours en annulation; elle peut aussi constater la carence à statuer du Parlement européen, du Conseil ou de la Commission.

La Cour de justice est également la seule instance compétente pour statuer à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation des traités ainsi que sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions. Ainsi, lorsqu'une telle question est soulevée devant les juridictions des Etats membres, ces juridictions peuvent, et dans certains cas doivent, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question. Ce système garantit au droit communautaire une interprétation uniforme et une application homogène dans l'ensemble de la Communauté.

Le traité d'Amsterdam permet explicitement à la Cour de se déclarer compétente pour vérifier que les actes communautaires respectent les droits fondamentaux. Il étend également ses compétences dans le domaine de la liberté et de la sécurité des personnes.

Pour sa part, le **Tribunal de première instance**

1. · institué en 1989 et composé de quinze juges
2. · est compétent pour traiter, sous réserve d'un pourvoi porté devant la Cour de justice et limité aux questions de droit, les recours contre la Communauté introduits par des personnes physiques ou morales, ainsi que les recours formés contre la Commission en vertu du traité CECA et les litiges entre la Communauté et ses fonctionnaires et agents.

La **Cour des comptes**, créée par le traité du 22 juillet 1975, est composée de quinze membres désignés d'un commun accord pour six ans par les États membres après consultation du Parlement européen. Elle vérifie la légalité et la régularité des recettes et des dépenses de la Communauté ainsi que sa bonne gestion financière. Son action d'ensemble se matérialise par l'établissement d'un rapport annuel réalisé après la clôture de chaque exercice. Le traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht, élève la Cour des comptes européenne au rang de cinquième institution de la Communauté.

Le traité d'Amsterdam lui reconnaît le droit de saisir la Cour de justice pour défendre ses prérogatives et élargit son pouvoir de contrôle aux fonds communautaires gérés par des organismes externes.

Le Conseil et la Commission sont assistés par le **Comité économique et social** pour les affaires intéressant la CE et l'Euratom. Celui-ci est formé de 222 membres représentant les différentes catégories intéressées de la vie économique et sociale. Il doit obligatoirement être consulté avant l'adoption d'un grand nombre de décisions (emploi, fonds social, formation professionnelle, etc) et peut également rendre des avis de sa propre initiative.

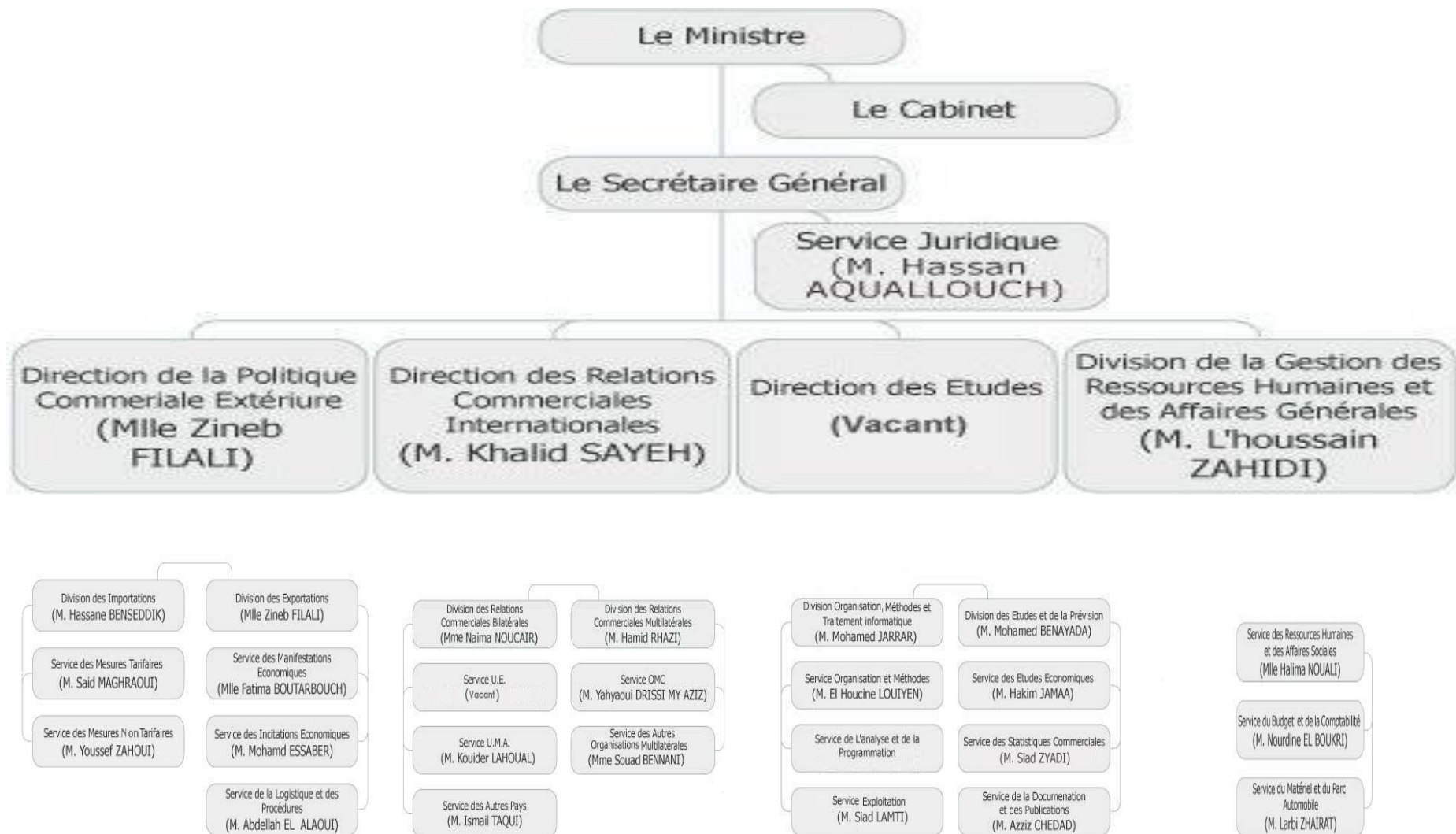
Le Comité économique et social permet une association active des milieux professionnels et syndicaux au développement de la Communauté.

Le **Comité des régions**, mis en place par le traité sur l'Union, est composé de 222 représentants des collectivités régionales et locales nommés par le Conseil sur proposition des États pour quatre ans. Il est consulté par le Conseil ou la Commission dans les cas prévus par le traité et peut lui aussi émettre des avis de sa propre initiative.

Le traité d'Amsterdam élargit les domaines où ces deux comités doivent être consultés et ouvre la porte à leur consultation par le Parlement européen.»

C- Institutions nationales : Ministère du commerce extérieur

C-1 Organigramme



C-2 Rôle et mission

Le Ministère du Commerce Extérieur est chargé de :

- Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs au commerce extérieur et en particulier ceux qui sont de nature à stimuler son expansion commerciale à l'étranger;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de protection économique ou contingentaire de la production nationale notamment lorsqu'il s'agit de la protection des productions du secteur agricole;
- Coordonner les actions menées par les organismes publics dans le domaine de la promotion commerciale extérieure et d'appuyer celles des entreprises privées en tant que de besoin;
- Participer à la préparation et à la conduite des négociations économiques et commerciales internationales qu'elles soient multilatérales régionales ou bilatérales. A ce titre, il participe avec le ministère chargé des affaires étrangères, à la coordination de la position du royaume dans ces négociations;
- Veiller à ce que les normes obligatoires et les autres mesures techniques appliquées à l'importation et à l'exportation ne s'opposent pas aux règles et disciplines convenues à l'échelon international;
- Participer à l'élaboration de toute mesure ou décision ayant une incidence

C-3 Rôle des autorités monétaires dans le commerce international

C-3-1 Introduction

Système monétaire international (SMI), expression désignant l'ensemble des règles élaborées par les pays pour assurer, par le biais de la monnaie, une stabilisation des échanges, ainsi que l'ensemble des institutions chargées de contrôler et d'organiser les échanges monétaires entre les pays.

L'exigence d'une collaboration au niveau international en matière monétaire découle de la nature du commerce international, qui constitue une richesse pour les nations, mais également une source potentielle de déséquilibres monétaires. La plupart des pays ouverts sur l'étranger enregistrent en effet des déficits ou des excédents commerciaux qui provoquent des variations de leur monnaie sur le marché des changes : la valeur de leur monnaie exprimée dans d'autres monnaies (le franc en liras italiennes, par exemple) se modifie en fonction des résultats commerciaux mais aussi en fonction des phénomènes de spéculation. Les mouvements de taux de change ne favorisent pas les échanges de biens ou de services entre nations, dans la mesure où les entreprises qui effectuent ces échanges sont confrontées à de fortes incertitudes qui peuvent les dissuader de commercer. L'aspect néfaste de l'absence de règles permettant d'organiser le commerce sur une base stable de taux de changes n'a jamais été aussi évident que dans les périodes de discordance entre les nations. Les États européens, durant les années 1930, ont ainsi limité la convertibilité externe de leur monnaie et opéré les uns après les autres des dévaluations compétitives, consistant à réduire la valeur de leur monnaie pour favoriser leurs exportations, qui se sont mutuellement annulées, entraînant une contraction des échanges internationaux et une série de replis protectionnistes. Face à ce danger, et à la nécessité de favoriser les échanges de biens et de services, les pays ont cherché, en relation avec le développement du commerce international, à élaborer un système de paiements internationaux garantissant la sûreté des transactions.

Le but d'un système monétaire international est d'assurer une certaine stabilité des taux de change. Ce dernier ne peut donc reposer sur le système des changes flottants, selon lequel les cours se déterminent uniquement par le jeu des offres et demandes sur le marché des changes. Un système de change fixe est au contraire un système dans lequel les banques centrales doivent maintenir sans cesse la parité de leur monnaie, c'est-à-dire acheter ou vendre des devises pour soutenir ou infléchir le cours de leur monnaie, en tenant compte éventuellement de marges de fluctuations entre les monnaies, instaurées de manière concertée. Les autorités monétaires laissent alors fluctuer les devises à l'intérieur de ces marges (par exemple, de plus ou moins 2,5 p. 100 autour de la parité officielle) et n'interviennent sur le marché des changes qu'à partir du moment où les variations sont trop importantes. Dans le cadre d'un système monétaire international, le système de change peut ainsi être relativement flexible.

Pour qu'il y ait change fixe, il est nécessaire qu'existe un étalon de référence, une unité de mesure commune entre les monnaies dont les cours sont stables. Pendant longtemps, l'or a été

cette base de référence, car chaque monnaie était définie par son poids d'or. En 1914, le dollar était convertible en 0,053 once d'or et la livre sterling en 0,257 once d'or. Cela signifiait que la valeur en or de la livre était égale à 4,86 fois celle du dollar, une livre valant 4,86 dollars. Cependant, une monnaie peut également servir d'étalon de référence (le dollar par exemple), et il arrive fréquemment que des monnaies artificielles servent d'unité de compte au niveau international (ainsi l'ECU européen ou les Droits de tirage spéciaux ou DTS). Mais les monnaies artificielles n'assurent que très partiellement les fonctions de réserve et de paiement indispensables aux véritables monnaies, et sont donc peu utilisées pour financer les déficits de balance des paiements. Les liquidités internationales dont disposent les pays participant au système monétaire international sont donc l'or ou les devises qui sont recherchées dans le monde entier (actuellement, le dollar, le yen ou le mark allemand).

C-3-2 Le régime de l'étalon d'or

L'étalon-or est un système de changes fixes dans lequel chaque monnaie est définie par son poids d'or, les taux de change étant déterminés par le rapport des valeurs en or de chacune de ces monnaies. Ce système a été élaboré au milieu du XIXe siècle pour faciliter les échanges entre les grands pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord. Il fut supprimé en 1914. L'étalon-or assurait, en théorie, une stabilité des taux de change et un équilibre automatique des balances de paiements, grâce à la libre circulation de l'or entre les pays et la convertibilité des monnaies nationales en or. Les taux de change ne fluctuaient qu'entre les points de sortie et d'entrée d'or, appelés « points d'or ». Si un pays avait acheté plus de biens à l'étranger qu'il ne lui en avait vendu, la demande de devises était supérieure à l'offre et une partie des agents désirant effectuer des paiements extérieurs se trouvaient dans l'impossibilité de se procurer les devises qu'ils désiraient. Ils se contentaient alors de convertir leur monnaie nationale en or et de fournir ce dernier en paiement pour leurs importations. Les pays déficitaires perdaient de l'or et les pays excédentaires en gagnaient. Les mouvements internationaux de métal provoquaient une baisse de l'offre de monnaie du pays déficitaire et une augmentation de celle des pays excédentaires. Conformément à la théorie quantitative de la monnaie, des variations dans l'offre intérieure de monnaie provoquaient des variations dans le niveau des prix internes. Les prix baissaient dans les pays déficitaires et augmentaient dans les pays excédentaires. Les exportations des pays déficitaires devenaient meilleur marché et celles des pays excédentaires plus onéreuses.

Ce système s'effondra avec la Première Guerre mondiale, lorsque la création monétaire surabondante et le développement de l'inflation rendirent impossible la convertibilité en or, qui fut suspendue en 1914. Durant les années 1920, un système monétaire international stable fut à nouveau instauré, lors de la conférence de Gênes (1922) : l'or n'était plus défini comme le principal instrument de règlement des transactions entre les pays, et était remplacé par la livre sterling et le dollar, eux-mêmes convertibles en or. Cependant, dès les premières manifestations de la crise économique de 1929, de nombreux pays abandonnèrent la convertibilité-or de leur monnaie, précipitant ainsi la fin de l'étalon de change-or.

C-3-3 Le système de Breton Woods

La conférence de Bretton Woods réunit en 1944 les représentants des quarante-quatre nations signataires de la charte de l'Organisation des Nations unies. La conférence définit des règles de fonctionnement précises concernant les relations monétaires internationales et créèrent un institut spécifique, le Fonds monétaire international, chargé de veiller au respect de ces règles. Le système mis en place reposait sur un étalon de change-or, lui-même fondé sur le dollar. Les changes étaient fixes car chaque monnaie avait une parité officielle déclarée au FMI, définie par rapport à l'or ou par rapport au dollar, lui-même défini en or (35 dollars l'once d'or). Les États-Unis étant les seuls à accepter la convertibilité de leur monnaie en or, les autres pays défendaient la parité de leur monnaie par rapport au dollar. Des modifications de parité demeuraient possibles à condition que le FMI les autorisât (dans la pratique, cela concernait des pays qui ne pouvaient corriger leurs déficits commerciaux que par la dévaluation). En cas de déséquilibre temporaire, les pays avaient la possibilité de bénéficier de crédits particuliers (notamment les DTS, droits de tirage spéciaux), mis à leur disposition par le FMI, lequel se réservait le droit d'exiger des mesures de politique économique internes contraignantes pour un pays sollicitant une aide importante.

C-3-4 La crise du système monétaire international

Le système de Bretton Woods a cessé de fonctionner de manière satisfaisante à partir du moment où la confiance dans le dollar, clef de voûte de l'ensemble, a disparu. Pour de multiples raisons (principalement le niveau d'inflation et le creusement des déficits commerciaux américains), une forte spéculation contre le dollar se développa à partir de la fin des années 1960, poussant les États-Unis à mettre fin à la convertibilité en or du dollar (15 août 1971) et même à dévaluer cette monnaie (accords de Washington de décembre 1971). En

1973, les banques centrales européennes cessèrent de défendre le dollar et supprimèrent la référence de leur monnaie au dollar. Cette crise marqua la fin du système de changes fixes organisé autour de l'étalon-dollar et l'avènement du flottement généralisé des monnaies. Les accords de la Jamaïque, signés en 1976, officialisèrent l'abandon des changes fixes au profit des changes flottants, marquant ainsi la fin du système de Bretton Woods.

Depuis 1976, les pays sont libres d'adopter le régime de change de leur choix. Les États-Unis, le Japon, le Canada ou la Suisse ont choisi de laisser flotter leur monnaie. D'autres pays ont préféré établir le taux de change de leur monnaie par référence à la monnaie de leur principal partenaire commercial (le dollar par exemple ou encore le franc pour les pays de la zone franc). Certains pays, enfin, ont rattaché leur monnaie à une unité de compte (l'ECU, unité de compte européenne pour les pays de la Communauté européenne, dans le cadre du Système monétaire européen) afin de bénéficier de taux de change stables, mais flexibles. Pour lutter contre les désordres sur le marché des changes, liés notamment aux déséquilibres américains, les grands pays industrialisés ont cherché durant les années 1980 à coopérer pour favoriser une intervention coordonnée des banques centrales sur le marché des changes : les accords du Plaza en septembre 1985, ceux du Louvre en février 1987, ont permis de faire baisser puis de stabiliser le dollar qui avait tendance à fluctuer de manière trop importante durant cette période.

C-4 Organismes spécialisés marocains intervenants dans le commerce international

C-4-1 L'Office des Changes

Mission

L'Office des Changes est un établissement public, sous tutelle du Ministère des Finances et de la Privatisation, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est chargé, de par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, de trois missions essentielles : édicter les mesures relatives à la réglementation des opérations de change en autorisant à titre général ou particulier les transferts à destination de l'étranger et en veillant au rapatriement des avoirs obligatoirement cessibles (recettes d'exportations de biens et services) ; constater et sanctionner les infractions à la réglementation des changes ; établir les

statistiques relatives aux échanges extérieurs, la balance des paiements et la position extérieure globale.

1- Réglementation des opérations de change et suivi des rapatriements des avoirs obligatoirement cessibles. Dans le cadre de la mission de réglementation des opérations de change qui lui est dévolue, l'Office des Changes a engagé au cours de ces dernières années un processus de libéralisation visant à habilitier les banques à effectuer librement la majeure partie des transferts sur l'étranger. Il a ainsi accordé délégation à celles-ci pour effectuer librement les règlements relatifs aux opérations d'importations, d'exportations, de transport international, d'assurances et de réassurance, d'assistance technique étrangère, de voyages, de scolarité, de soins médicaux, d'économies sur revenus, ainsi que pour toutes les autres opérations réputées courantes. En considération de ces mesures libérales, le Maroc a adhéré officiellement le 21 Janvier 1993 aux dispositions de l'article VIII des statuts du Fonds Monétaire International relatives à la convertibilité pour les opérations courantes. Telle qu'elle se présente actuellement, la convertibilité a dépassé même les exigences de l'article VIII des statuts du F.M.I en ce sens qu'elle s'étend à des opérations en capital notamment les investissements étrangers au Maroc, y compris ceux réalisés par les ressortissants marocains établis à l'étranger et les financements extérieurs mobilisés par les entreprises marocaines. Dans le cadre de cette nouvelle dynamique, l'Office des Changes s'attache à assurer le contrôle a posteriori des opérations déléguées aux banques pour en vérifier la régularité. Cette tâche s'avère dans le contexte actuel incontournable en ce sens qu'elle permet d'éviter les transferts frauduleux de fonds à l'étranger et partant de préserver les équilibres extérieurs de l'économie marocaine.

L'Office des Changes ne se limite pas uniquement à l'exercice du contrôle a posteriori, mais étend également son intervention à la surveillance et au suivi du rapatriement de nos recettes d'exportation dont le produit ne doit pas être maintenu à l'étranger au delà d'un délai de 150 jours et ce, à compter de la date d'expédition de la marchandise. C'est là une autre mission fondamentale dont l'Office des Changes se trouve investi et qui permet d'assurer la reconstitution des réserves en devises.

2- Constatation et répression des infractions à la réglementation des changes

Cette mission est dévolue au sein de l'Office des Changes à un corps d'inspection créé en 1963 pour veiller au respect de la réglementation des changes.

Dans le cadre des mutations profondes que connaît le contrôle des changes, caractérisées par l'adoption de mesures de libéralisation et d'assouplissement, le rôle de l'Inspection prend de plus en plus d'importance en raison notamment des délégations accordées par l'Office des Changes aux intermédiaires agréés et de la nécessité d'assurer un contrôle a posteriori plus efficient.

3- Établissement des statistiques du Commerce Extérieur, de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

Concernant le troisième domaine d'activité de l'Office des Changes à savoir l'établissement des statistiques du commerce extérieur, de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale, il revêt une importance capitale en ce sens que les éléments statistiques diffusés par l'Office des Changes constituent un outil indispensable aussi bien pour les décideurs économiques publics et privés que pour la conduite de la politique économique en général.

En effet, dans un cadre de plus en plus libéral et face aux incertitudes de l'environnement international, la disponibilité de l'information économique pertinente devient plus que jamais indispensable pour la conduite de la politique économique. Aussi, l'Office des Changes s'attache-t-il à développer davantage ses dispositifs de collecte et de traitement de l'information afin d'établir des données qui répondent aux besoins des autorités monétaires et financières, des opérateurs économiques et du public de manière générale. Sur ce plan également, l'Office des Changes entreprend les efforts nécessaires pour répondre aux exigences des normes internationales en matière de production et de diffusion des statistiques des échanges extérieurs et de la balance des paiements dont en particulier la norme spéciale de diffusion des données du FMI à laquelle notre pays compte adhérer.

Dans le but d'assurer une meilleure diffusion de l'information, l'Office des Changes édite plusieurs publications statistiques notamment la note intitulée "indicateurs mensuels des échanges extérieurs", le bulletin statistique mensuel, la balance des paiements trimestrielle, la balance commerciale annuelle, le rapport annuel sur la balance des paiements ainsi que l'annuaire du commerce extérieur disponible sur support papier et sur CD-Rom. Il dispose également d'un site Internet comportant les données des échanges extérieurs et de la réglementation des changes.

Structure

Sur le plan de l'organisation administrative, outre la Direction et le Secrétariat Général, l'Office des Changes compte cinq départements :

1- le Département des Opérations Commerciales : contrôle des opérations d'importations, d'exportations et de transport international maritime, routier et aérien.

2- le Département des Opérations Financières : contrôle des opérations d'investissements, d'assistance technique et de marchés administratifs ainsi que tous les transferts qui ne revêtent pas un caractère commercial.

3- le Département des Statistiques des Echanges Extérieurs : établissement des statistiques des échanges extérieurs et de la balance des paiements, élaboration d'études et diffusion des publications statistiques.

4- le Département de l'Inspection : enquêtes auprès des opérateurs économiques et des assujettis d'une manière générale (sociétés, banques, sous déléguaires, entreprises individuelles, etc...) en vue de s'assurer du respect des dispositions de la réglementation des changes. Elle est habilitée à constater les infractions et à les réprimer conformément aux textes en vigueur.

5- le Département des Ressources Humaines et Financières : gestion des ressources humaines et financières de l'Office des Changes.

- **C-5** les aides à l'exportation au Maroc

Le CMPE (centre Marocain De Promotion Des Exportation)

Le CMPE est l'organisme officiel chargé de la promotion des exportations.

Les missions du CMPE

Elaboration et exécution du programme annuel des participants du Maroc aux manifestations commerciales à l'étranger (missions économiques et commerciales, foires et salons spécialisés).

Accompagnement des entreprises marocaines à établir des relations d'affaires à l'international :

- assistance aux entreprises marocaines dans la prospection des marchés, l'identification de créneaux porteurs et l'établissement de contacts commerciaux.
- réalisation de tests de produits, études sectorielles et monographies par pays.
- formation en marketing à l'export et initiation aux techniques du commerce international.

Orientation et encadrement des opérateurs étrangers souhaitant établir des relations d'affaires avec le Maroc :

- informations sur l'offre exportable et l'environnement économique au Maroc
- assistance à l'identification des fournisseurs marocains
- organisation des programmes de visites pour des centrales d'achat et importateurs étrangers.

La maison de l'Artisan

La principale mission de la maison de l'artisan est la promotion des produits artisanaux marocains. Ses membres, spécialistes avérés mais aussi « amoureux » de l'artisanat sont au service de cette activité : évaluation de l'offre exportable, sélection des produits, fixation des objectifs, par des actions promotionnelles et d'encadrement de l'artisanat marocain dans le royaume et à l'étranger. Autant de projet pour permettre aux artisans marocains de se développer d'avantage.

Les missions de la Maison De L'Artisan :

Conseiller : assister l'artisan afin d'améliorer la qualité de ses produits et lui assurer ainsi une meilleure productivité.

Encadrer : l'artisan exportateur afin de lui permettre de se développer sur des marchés ciblés et l'accompagner dans ses démarches.

Prospecter : explorer les nouveaux marchés susceptibles d'accueillir les produits marocains nouant des contacts commerciaux.

Expertiser : évaluer l'offre des produits exportables, afin de définir une gamme d'objets, leur potentiel à l'exportation.

Communiquer : adapter les produits aux exigences et aux goûts des consommateurs grâce à des études de marché nationales et internationales. Concevoir et produire des campagnes publicitaires dans des salons spécialisés au Maroc et à l'étranger.

Représenter : veiller à la participation du secteur de l'artisan aux manifestations commerciales.

Innover : développer des nouveaux produits agricoles, miniers et industriels.

Former : former et assister les artisans dans la conception et la réalisation de leurs produits

Accueillir : encadrer et orienter les acheteurs en visite au Maroc.

Les perspectives de la Maison De l'Artisan

Un outil pour la vente : constituer une banque de données réunissant le maximum d'informations sur les exportateurs marocains, les importateurs étrangers ainsi que les données économiques, financières et commerciales des pays ciblés.

Un langage de professionnels : éditer une revue semestrielle publiant des techniques ou des inattendus : un support luxueux et ludique.

L'ASMEX (Association Marocaine des Exportateurs) :

Le Maroc exporte plusieurs centaines de produits agricoles, miniers et industriels. Le pays compte près de 1700 entreprises exportatrices structurées et organisées au sein d'associations professionnelles sectorielles. Plusieurs de ces entreprises et associations sont membres de l'ASMEX qui compte, directement ou indirectement, près de 1000 entreprises exportatrices adhérentes parmi les toutes premières du pays.

Le cadre juridique et l'objet de l'ASMEX

Organisme associatif privé, créé entre personnes physiques et morales exerçant au Maroc des activités exportatrices, sous le nom de « Association Marocaine des Exportateurs ASMEX » ; conformément aux dispositions du Dahir n°1-58-376 du jourada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association.

Les missions de l'ASMEX

Fondée en 1982, l'ASMEX a pour objet de représenter et de défendre les intérêts communs de ses membres et notamment d'entreprendre les actions suivantes :

L'information, par la tenue de réunions périodiques et de tables rondes avec les représentants d'organismes publics ou privés ; l'édition de bulletins et revues d'informations et d'expression professionnels ; l'organisation d'enquêtes et collectes de renseignements utiles aux membres de l'association.

La promotion des entreprises exportatrices par l'organisation de missions collectives à l'étranger ; de stands pilotes et d'expositions à l'étranger et toute autre action promotionnelle jugées utile.

La valorisation de la carte de membre par l'accès des membres de l'Association à des conditions préférentielles à des prestations diverses (voyages, fret, hôtel..)

La coordination par le contact direct et permanent avec les organismes publics, semi-public et privés en vue d'aplanir les difficultés rencontrées par les adhérents ; l'apport de tout concours nécessaire à la définition et à la bonne application des mesures destinées à la promotion des exportations ; le choix des orientations à donner à l'action des exportateurs.

La CCG (Caisse Centrale de Garantie) :

La Caisse Centrale de Garantie a pour objectif d'appuyer les entreprises marocaines à développer l'exportation de leurs produits et services. A cet effet, la CCG a conclu Avec les banques une convention de coopération définissant les conditions et modalités de leur intervention commune pour garantir les cautionnements exigés par les maîtres d'ouvrage et les clients à l'étranger.

Les entreprises concernées

Les entreprises concernées sont toute entreprises marocaine soumissionnaire ou titulaire de marché de travaux, fournitures ou services à l'étranger.

Les cautions de garantis

Les cautionnements garantis sont les cautionnement de soumissions(ou provisoires), de restitution d'avance, de bonne fin, de retenue de garantie, d'entretien...

Présentation de la demande

Il y a deux possibilités :

Soit par l'intermédiaire de la BMCE ;

Soit directement par l'entreprise auprès de la CCG. Dans ce cas, un guide décrivant le contenu du dossier devant accompagner la demande de garantis est mis à la disposition des entreprises.

Emission des cautionnements :

Les cautionnements sont émis soit par la CCG, soit par la BMCE Bank.

Qualité garantie

Jusqu'à 50 % des cautionnements sont garantis par la CCG, le reliquat devant être couvert par la ou les banques intervenantes.

Sûretés

Elles sont fixées en fonction du risque évalué par la banque et la CCG.

Les commissions d'étude : 10.700 MAD TTC payables à l'introduction de la demande de garantie

Commission de garantie : 0.60 % l'an de l'encours des cautionnements.

Délai d'instruction des dossiers par la CCG

15 jours ouvrables au maximum

D- Description des principales conventions internationales concernant le commerce international

D-1 Sources du droit à l'international

Les sources du droit à l'international se cantonnent autour de quatre catégories : les droits nationaux, le droit communautaire, les conventions internationales et les usages.

D-1-1 Les droits nationaux différents

A travers le monde, les pays peuvent être catégorisés en deux grands systèmes juridiques différents :

- ceux répondant à la « civil law », où la loi est principalement produite par le législateur, est écrite et supposée connue de tous et

- ceux répondant à la « common law », où la source principale du droit est la jurisprudence.

Du fait de cette diversité juridique, le choix d'une loi applicable à une opération commerciale est de première importance.

D-1-2 Le droit communautaire

Deux types de droit communautaire sont à distinguer :

- Le droit « originaire » c'est-à-dire les règles découlant directement des traités fondateurs de l'union européenne (Rome et Maastricht) et de la charte des droits fondamentaux ;
- Le droit « dérivé », celui produit par le parlement, le conseil et la commission, qui prend la forme de règlements, de directives, ou de décisions.

Les règles communautaires constituent un ordre juridique distinct de celui des Etats membres. L'importance pratique de cette réglementation tient à deux principes constamment réaffirmés par la jurisprudence communautaire.

- L'applicabilité directe ;
- La prééminence du droit communautaire.

D-1-3 Les conventions internationales

Devant la diversité juridique entre Etats, certains pays ont harmonisé leurs droits par la signature de conventions internationales. On peut en distinguer deux types :

- Les conventions bilatérales : entre deux Etats, elles ne sont en général pas créatrices de droits nouveaux, mais cherchent sur une base de réciprocité à prévenir les conflits de loi. D'autres conventions bilatérales concernent le droit d'établissement (conditions d'entrée et de séjour) ou le droit de la famille (mariage, divorce, droit successoral...)
- Les conventions multilatérales : on distingue deux types : conventions visant à prévenir les conflits (visent la détermination de la loi applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels ou les règles de détermination du juge compétents et des

conditions d'exécution) et les conventions visant à créer un droit uniforme (exemple : convention de Vienne, convention sur la propriété intellectuelle...).

D-1-4 Les usages

Une source essentielle des règles appliquées dans le commerce international a toujours été celle des usages professionnels eux-mêmes. Les opérateurs ont parfois ressenti la nécessité de se mettre d'accord sur les pratiques communes dans des domaines non réglementés par les droits nationaux (le crédit documentaire en est historiquement un bon exemple) ; ils ont parfois simplement souhaité éviter les problèmes tenant aux conflits de lois et à la diversité des droits nationaux.

Certains textes font référence aux usages (du port, de la profession, etc.) sans davantage de précision, mais dans la majorité des cas, les usages sont reconnus parce qu'ils ont fait l'objet d'une codification. Au point que certains ont pu considérer cette *lex mercatoria* (loi des marchands) comme un ordre juridique autonome, dont la jurisprudence des sentences arbitrales constituerait un fondement essentiel.

D-2 Convention de Vienne et conditions de son application

Convention sur le contrat de vente internationale de marchandises conclue à Vienne le 10 avril 1980.

Deux organisations internationales s'y sont attachées, l'Institut International pour l'Unification du Droit Privé, UNIDROIT, à Rome et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, la CNUDCI, qui avait son siège d'abord à New York, puis l'a transféré à Vienne. UNIDROIT a reconnu déjà en 1930 que le monde économique avait besoin de règles uniformes sur la vente, surtout sur la conclusion du contrat de vente et les conséquences du contrat une fois conclu. UNIDROIT y a travaillé avec grande intensité jusqu'en 1964, année au cours de laquelle ses efforts devaient aboutir dans deux Conventions à rédiger au cours d'une conférence à La Haye.

La convention de Vienne donne un cadre juridique au commerce international en régissant la vente des marchandises. Selon l'article 2, la Convention ne régit pas les ventes:

1. de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins que le vendeur, à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, n'ait pas su et n'ait pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage;
2. aux enchères;
3. sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;
4. de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;
5. de navires, bateau, aéroglisseurs et aéronefs;
6. d'électricité.

Actuellement, onze Etats adhèrent à la Convention de Vienne : la Suisse, l'Autriche, la République tchèque, la Hollande, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Grande-Bretagne.

De plus, le but de la Convention de Vienne est de faciliter le commerce international des ouvrages en métaux précieux et de protéger les consommateurs contre les marchandises de moindre qualité. Avec la marque de contrôle, l'autorité compétente du pays de fabrication atteste qu'un objet en métal précieux présente la teneur prescrite en or, argent, platine ou palladium. Dans les Etats membres de la Convention de Vienne, les ouvrages dûment marqués peuvent être importés sans autre contrôle ni poinçonnement.

La Convention existe et prospère. Mais, à côté d'elle, environ deux cents droits nationaux ou provinciaux différents règlent la même matière pour les ventes dites internes.

Pour plus de détails consulter site Internet de référence.

D-3 Conditions de formation d'un contrat, son exécution et les responsabilités en découlant

D-3-1 Types de contrats

Il existe quatre types de contrats : les contrats de vente internationale, les contrats d'agence commerciale, les contrats de distribution exclusive ou de concession et le contrat de travail à l'international.

1) contrat de vente internationale :

Deux cas sont à distinguer, selon que l'accord prend ou non la forme d'un contrat rédigé.

- Cas des contrats rédigés : l'accord de volonté se manifeste dans ce cas par la signature conjointe d'un même document, un acte sous seing privé étant presque toujours suffisant. En cas de signature en des lieux et à des moments différents, il peut être utile de préciser quel lieu est considéré comme lieu de formation de l'accord puisque cela peut avoir une incidence sur le droit applicable ou la juridiction compétente.
- Absence de contrat rédigé : dans de très nombreuses circonstances, le contrat est formé, non par la rédaction d'un document conjoint, mais par des échanges de correspondance, parfois directement par la commande, ou un contrat ou accord cadre, ou un contrat de distribution. Dans tous ces cas, se pose alors le problème de la formation et du contenu exact du contrat.

2) contrat d'agence commerciale

3) contrats de distribution exclusive ou de concession

4) contrat de travail à l'international

D-3-2 Accords interrégionaux

Depuis une trentaine d'années la multiplication d'accords commerciaux régionaux, en contradiction avec **l'esprit mondialiste** du GATT a contribué à la **régionalisation** des échanges mondiaux et à la constitution de blocs régionaux.

Nature des accords interrégionaux

Les accords commerciaux régionaux peuvent permettre des formes plus ou moins avancées d'intégration économique. On distingue en effet cinq degrés d'intégration ;

La zone de libre échange, zone à l'intérieur de laquelle les marchandises circulent librement (absence de barrières tarifaires et non tarifaires) chaque pays membre conserve son système douanier vis à vis des pays tiers.

L'Union douanière zone de libre échange accompagné de l'adoption d'un tarif douanier commun à l'égard des pays tiers,

Le marché commun union douanière complétée par la libre circulation des personnes des services des capitaux

L'union économique, marché commun doublé d'une harmonisation des politiques économiques

l'intégration économique marché unique doublé de l'unification des politiques économiques et sociales

L'union européenne constitue aujourd'hui la forme la plus élaborée d'intégration régionale Le degré de réussite des accords est en effet lié au niveau de développement de chaque pays participant et à la bonne entente des parties.

Les principaux accords régionaux

En Europe			
UE union européenne	Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède	1957 Traité de Rome	Constitution d'un espace économique unifié entre les divers pays de l'Union
AELE Association européenne de libre échange	Islande, Suisse, Liechtenstein, Norvège	1959	Zone de libre échange
EEE Espace économique européen	UE+AELE(sauf la Suisse)	1992	Zone de libre échange, pour les produits industriels originaires de l'EEE;
Espace économique euro-méditerranéen	UE+11 pays méditerranéens (Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Egypte, Jordanie, Israël, Liban, Syrie, Turquie, Chypre, autorité Palestinienne, Mauritanie	1995	Création d'une zone de libre échange d'ici 2001
Accord de Visegrad	Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie	1991	Zone de libre échange d'ici 2001
Monde Arabe			
CCEAG Conseil de coopération des états arabes du Golfe	Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar Oman, Emirats arabes Unis, Koweït	1981	Objectif d'union douanière mais mise en oeuvre freinée par la faiblesse des échanges intra-zone
En Amérique			
ALENA Accord de libre échange nord-américain	Etats Unis, Canada, Mexique	1992	Création d'une zone de libre échange pour biens et services d'ici 15 ans hors agriculture libéralisation des investissements
MERCOSUR marché commun du sud	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, La Bolivie et le Chili sont associés au Mercosur	1991	Depuis 1 ^{er} janvier 1995 instauration d'une unité douanière 12- 95 accords interrégional Mercosur/UE de coopération commerciale et

			économique 1999 négociation création d'une zone de libre échange entre UE et Mercosur
Pacte Andin	Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela	1969	Objectif d'union douanière. Colombie et Venezuela abolissent leurs barrières douanières
Caricom	13 états anglophones de la mer des caraïbes	1973	Marché commun
ACS Association des états des caraïbes	Caricom + Colombie, Mexique, Venezuela, République dominicaine, Haïti, Surinam, Cuba	1994	Négocier la participation à l'ALENA
MCCA Marché commun centre américain	Costa Rica, Guatemala, Honduras, El Salvador	1961	Objectif d'union douanière inopérant jusqu'en 1994. Réactivé pour négocier des accords de libre-échange avec ALENA
ALADI Association latino Américaine d'intégration	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Mexique, Colombie, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Equateur	1880	Zones d'échanges préférentiels
En Asie			
ASEAN Association des nations d'Asie du Sud-Est	Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam	1967	Objectif d'intégration économique rendu difficile par la disparité des pays membres depuis 92, zone de libre échange en 2000, AFTA Asean free trade area accord de coopération commerciale avec l'UE (Tarif douanier)
Zone Pacifique			
APEC Asie Pacific Corporation	ASEAN + ALENA + Chine, Taiwan, Hong Kong, Chili, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle Zélande, Papouasie, Nouvelle Guinée et depuis 1998 Russie, Vietnam, Pérou	1989	Forum multilatéral visant à favoriser les échanges dans la région et à développer la coopération économique et technique
ANZCERTA Accord commercial de rapprochement économique Australie, Nouvelle Zélande	Australie, Nouvelle Zélande	1983	Zone de libre échange, y compris pour les services. Partiellement réalisée
En Afrique			
SADC Communauté de développement de l'Afrique australe	Afrique du sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	1992	Création d'une zone d'intégration économique à partir de deux unions douanières préexistantes la SAC Union douanière d'Afrique australe, et La SADCC (southern african development coordination conférence)
CDEAO Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina-Faso, Cote d'Ivoire, Mali, Maurétanie, Niger, Sénégal, Guinée, Libéria, Sierra Léone, Cap-vert, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Nigeria, Togo	1975	Objectif d'un marché Commun, intégration régionale de fait par les échanges commerciaux. Absence de politique des états

D- 4 Utilité d'un arbitrage

D-4-1 La notion d'arbitrage

A. Définition

L'arbitrage est un mode de règlement des litiges par recours à une ou plusieurs personnes privées, les arbitres, choisies par les parties.

La décision rendue est appelée sentence arbitrale.

B. L'arbitrage et les notions voisines

1) La conciliation

Définition

La conciliation est un mode de règlement des différends par accord des parties obtenu avec l'aide d'un tiers appelé conciliateur. Cet accord est le plus souvent concrétisé dans un procès-verbal de conciliation signé par les parties et le conciliateur.

Distinction entre arbitrage et conciliation

Le procès-verbal de conciliation, à la différence de la sentence arbitrale, n'est pas une décision juridictionnelle et ne lie donc pas les parties. La solution proposée par le conciliateur doit être acceptée par les parties.

En pratique les confusions entre ces deux procédures sont assez fréquentes, et ce principalement en présence de procédures arbitrales dans lesquelles les arbitres statuent en amiable composition.

Il convient également de noter qu'en matière d'arbitrage institutionnel, le recours à la conciliation est prévu par la plupart des centres permanents d'arbitrage, parmi lesquels la C.C.I., l'A.T.A., la Chambre arbitrale de Paris, les Chambres de commerce Euro-arabes.

Principaux avantages de la conciliation

- La conciliation peut être mise en oeuvre rapidement et est peu onéreuse.
- La procédure est informelle, et par conséquent, souple.
- La conciliation est une procédure acceptée par les pays qui refusent l'arbitrage.

2) L'expertise

Définition

L'expertise est l'examen par une personne connue pour ses compétences, l'expert, d'un litige ou d'un point particulier, généralement technique, de celui-ci, à propos duquel elle fait connaître son avis.

Distinction entre arbitrage et expertise

La principale différence réside dans l'objet de ces deux types de procédure. Alors que l'arbitrage, tout comme la conciliation, vise la résolution du litige entre les parties, l'expertise permet de procéder à des constatations ou analyses.

3) *La transaction*

Définition

La transaction est une convention par laquelle les parties mettent fin à un litige né ou à naître en effectuant des concessions réciproques. La transaction a l'autorité de la chose jugée entre les parties pour lesquelles elle est donc obligatoire.

Régime

La transaction est réglementée par les articles 2044 à 2058 du code civil.

Distinction entre arbitrage et transaction

La principale différence entre ces deux notions provient de leur nature : la transaction est un mode conventionnel de règlement des litiges, alors que l'arbitrage en est un mode judiciaire. Tandis que l'arbitrage est une procédure de nature contentieuse, la transaction a un caractère amiable. Par ailleurs, ici ce sont les parties elles-mêmes qui mettent fin à leur litige en se mettant d'accord.

4) *La procédure simulée ou "mini-trial"*

Définition

La procédure simulée est un mode amiable de règlement des litiges comportant deux phases contrastées : dans un premier temps, les conseils des parties procèdent à des échanges

de mémoires et de pièces et plaident ensuite devant les représentants des parties qui sont le plus souvent assistés d'un conseiller neutre, puis, dans une seconde phase, des discussions ont lieu entre ces représentants en vue d'aboutir à une transaction.

Cette procédure, originaire des états-unis où elle a prouvé son efficacité, n'est utilisée que depuis peu de temps en Europe.

Distinction entre arbitrage et procédure simulée

Si en apparence le déroulement procédural de l'arbitrage et de la procédure simulée sont proches, la seconde a la nature juridique de la conciliation.

D-4-2 L'intérêt de l'arbitrage

A. Les avantages de l'arbitrage

- Confidentialité : c'est un avantage très apprécié des milieux d'affaires.
- Compétence technique des arbitres, le choix de ces derniers se faisant en grande partie en raison de la connaissance qu'ils ont des problèmes soulevés par le litige.
- Moindre formalisme de la procédure.
- Recherche par les parties d'une justice autre que la justice rendue par les juridictions étatiques.

B. Tempéraments

- Les procédures arbitrales peuvent être longues.
- Figurait autrefois parmi les avantages de l'arbitrage son faible coût. Il faut désormais savoir que, excepté pour les procédures arbitrales se déroulant dans le cadre de chambres professionnelles, l'arbitrage entraîne des frais très élevés. Cet élément présente néanmoins l'avantage d'encourager les parties à recourir à des procédures de règlement de leur litige moins onéreuses, notamment la conciliation.

D-4-3 Les sources du droit de l'arbitrage

A. Les sources d'origine étatique

1) Les sources internes

Elles sont constituées par les règles élaborées par chaque pays sur l'arbitrage. Celles-ci, en droit français, sont différentes, selon que l'arbitrage est interne ou international.

- L'arbitrage interne a été réformé par le décret n° 80-354 du 14 mai 1980; s'y applique les articles 1442 à 1491 N.C.P.C., ainsi que les articles 2059 à 2061 c. civ.
- L'arbitrage international a été réglementé par le décret n° 81-500 du 12 mai 1981. Les règles qui y sont relatives figurent aux articles 1492 à 1507 N.C.P.C.

2) Les sources internationales

Celles-ci sont, pour l'essentiel, constituées par les conventions internationales relatives à l'arbitrage. Ces conventions sont de deux types : bilatérales ou multilatérales. Leur nombre étant important, nous ne citerons ici que les principales conventions multilatérales.

Le Protocole de Genève du 24 septembre 1923 relatif aux clauses d'arbitrage

Son entrée en vigueur date du 28 juillet 1924. Il a eu pour objet d'admettre la validité de la clause compromissoire et du compromis en matière internationale. La France le ratifia, mais avec une réserve de commercialité.

La Convention de Genève du 26 septembre 1927 pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères

Elle est entrée en vigueur le 25 juillet 1929 et a été ratifiée par la France. Elle détermine les conditions de reconnaissance et d'exécution des sentences arbitrales "étrangères". Son champ d'application est limité et les conditions d'exécution des sentences qu'elle détermine sont rigoureuses.

Ces deux conventions, si elles sont toujours en vigueur, sont aujourd'hui d'application très restreinte puisqu'elles ne concernent plus que les rapports d'États qui ne sont ni l'un ni l'autre partie à la convention de New York.

La Convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères

Elle a été ratifiée par un très grand nombre d'États, dont la France (à l'égard de laquelle elle est entrée en vigueur le 24 septembre 1959). Si, comme son intitulé l'indique, elle énonce

les règles pour la reconnaissance et l'exécution des sentences, son objet est plus large puisqu'elle fixe les grands principes sur lesquels repose l'arbitrage international : principe de validité des conventions arbitrales et affirmation de l'autonomie de l'arbitrage international.

Convention européenne de Genève sur l'arbitrage commercial international du 21 avril 1961

Il s'agit d'une convention régionale qui est entrée en vigueur et que la France a ratifiée. Elle pose des règles pour l'entier déroulement de l'arbitrage, depuis la convention d'arbitrage jusqu'à l'exécution de la sentence, et repose sur le principe d'autonomie de l'arbitrage.

Les sources d'origine privée

Ces sources, qui ont une efficacité moins apparente que les précédentes mais réelle, sont également nombreuses. Parmi les plus importantes l'on trouve :

- Les conventions d'arbitrage-type qui sont rédigées soit unilatéralement par les centres d'arbitrage, soit par plusieurs centres dans le cadre d'accords inter-institutionnels.
- Les règlements d'arbitrage des institutions permanentes d'arbitrage, notamment ceux de la C.C.I., l'A.A.A., la London Court of Arbitration, la Chambre de commerce de Stockholm, l'A.T.A. etc.
- La jurisprudence arbitrale, qui est constituée par les sentences arbitrales.

D-5 Classification de l'arbitrage et avantages et inconvénients du choix d'une juridiction

Le terme "arbitrage" est un terme générique qui recouvre des réalités diverses selon les adjectifs qui le qualifient.

A. Arbitrage volontaire et arbitrage forcé

1) Arbitrage volontaire

Définition

L'arbitrage est volontaire lorsque les parties y recourent librement.

2) Arbitrage forcé

Définition

L'arbitrage est forcé lorsque la loi, exceptionnellement, impose aux parties d'y recourir.

Illustration

L'art. L.761-5 du code du travail prévoit la saisine obligatoire d'une commission arbitrale pour la détermination de l'indemnité de congédiement due, dans certains cas, aux journalistes professionnels.

Arbitrage interne et arbitrage international

1) Arbitrage international

Définition

Selon les termes de l'art. 1492 N.C.P.C., "est international l'arbitrage qui met en cause des intérêts du commerce international".

Critère de l'internationalité du litige

Le critère retenu par la loi française est un critère économique. Est international l'arbitrage relatif à une opération comportant des transferts de biens, de services ou de monnaie à travers les frontières.

2) Arbitrage interne

Définition

A contrario de ce qui vient d'être vu pour l'arbitrage international, est interne l'arbitrage qui ne met pas en jeu des intérêts du commerce international.

Arbitrage ad hoc et arbitrage institutionnel

1) Arbitrage ad hoc

Définition

L'arbitrage ad hoc est l'arbitrage qui se déroule en dehors de toute institution permanente d'arbitrage et qui est organisé par les parties elles-mêmes.

Avantages

Ce type d'arbitrage laisse totale la liberté des parties. Il permet à ces dernières d'adopter des procédures adaptées aux spécificités de leur litige. Il est gage de souplesse.

Inconvénients

Le principal inconvénient de l'arbitrage ad hoc réside dans les risques de blocage qu'entraîne tout désaccord entre les parties, par exemple, à propos de la désignation du troisième arbitre.

2) Arbitrage institutionnel

Définition

L'arbitrage institutionnel est l'arbitrage dont les parties ont confié l'organisation à une institution permanente d'arbitrage, et qui se déroule conformément au règlement d'arbitrage élaboré par cette institution.

Avantages

Parmi les nombreux avantages que présente l'arbitrage institutionnel, l'on retiendra ici les deux plus fréquemment cités : il évite les risques de paralysie de la procédure arbitrale lorsque celle-ci connaît des difficultés, il assure aux sentences arbitrales qualité, efficacité et autorité.

Inconvénients

L'institutionnalisation de l'arbitrage entraîne une moindre personnalisation et une moindre souplesse de la procédure. Qu'il soit interne ou international, ad hoc ou institutionnel, l'arbitrage suppose la rédaction d'une convention d'arbitrage dont la mise en oeuvre est à l'origine du procès arbitral lequel s'achève par le prononcé de la sentence arbitrale qui est susceptible de faire l'objet de recours.

Etude de cas

LE MARCHE BELGE :

Pour réussir à vendre en Belgique, il faut être belge, c'est-à-dire être flamand en Flandre, wallon en Wallonie et bruxellois à bruxelles. C'est pourtant ainsi que Francis Planque, depuis douze ans président de l'Oréal belgeois, et conseiller du commerce extérieur de la France, pose l'un des principes de base du marketing et de la vente en Belgique. Sur lui s'appuiera toute la politique publi-promotionnelle, publicitaire et relations publiques de l'entreprise.

Sur ce premier fondement, il s'agira ensuite de balayer l'opinion, encore fortement ré pondue selon laquelle les Français pensent que la Belgique, c'est comme chez eux, mais en moins bien. Le consommateur belge est aussi exigeant que le consommateur français : précise Jean Pierre Brassine P.D.G de GRAHAM SA, distributeur exclusif de produits importés dans les secteur de bricolage. Ainsi, il conseille à tout exportateur français, désireux de vendre en Belgique, d'être capable de prononcer correctement une cinquantaine de phrases en flamand et de connaître quelques mots du vocabulaire professionnel. « En échange, il en tirera des dividendes considérables ! ».

DES REACTIONS NETTEMENT DIFFERENTS ENTRE GAND ET ANVERS :

Au-delà des frontières linguistiques, ce sont en réalité plusieurs modes de vie qu'il faut distinguer, avec donc des méthodes différentes. La société l'Oréal, par exemple, s'est livrée à une étude de marché assez fine, afin de mieux déceler les divergences de comportement entre Flamands et Wallons. Parmi les constatations recueillies, il apparaît que les premiers sont plus conservateurs, moins sensibles à la mode immédiate que les seconds. Au sien même de chaque groupe linguistique, des différences font jour. Dans certains endroits, le caractère durable du produit est un critère de choix essentiel. Ailleurs, c'est le cas notamment à Anvers, la vanité que l'on peut tirer de la possession d'un produit emporte bien souvent la décision d'achat. « Une attitude unique n'est pas envisageable. Si des disparités existent entre le nord et le sud, d'autres sont présentes à l'intérieur d'un même groupe.

Le consommateur de Gand et celui d'Anvers ne réagissent pas de manière semblable » ; conclut Francis Planque.

Autre élément qu'il convient de prendre en compte avant tout lancement de campagne publi-promotionnelle, l'agressivité du marché sur le plan des prix. « Pourquoi croyez-vous que M. Leclerc ait eu l'idée de venir acheter des voitures chez nous pour les revendre en France ! » lance Jean Pierre Brassine.

La Belgique est en effet un petit pays avec une grande concentration d'habitants. Il en résulte pour le consommateur, une recherche facilitée du meilleur prix. D'autant plus que les revendeurs se trouvant en général très près les uns des autres, la concurrence joue à plein.

UN MARCHE-TEST DE PREMIERE GRANDEUR

« C'est un marché-test », ajoute Evelyn de Dieudonné-Gessler, co-fondatrice de l'agence de relations publiques Decitime, tout le monde s'y presse. En parfumerie

par exemple, tous les parfums sont représentés. Mais, c'est le cas de nombre d'autres produits. »

C'est dire si promotion, publicité et relations publiques sont particulièrement décisives au moment du choix.

Tels sont donc les principes généraux, qui vont sous tendre toute action menée par une entreprise, dans le but de faire connaître ses produits outre Quiévrain. Les moyens à mettre en œuvre s'en trouvent en effet largement affectés.

Produits surgelés

D'abord les plats cuisinés

Le marché des aliments surgelés en Belgique, malgré une consommation inférieure à la moyenne de celle des autres pays occidentaux, reste malgré tout l'un des rares marchés en expansion du secteur agro-alimentaire.

La Belgique rattrape peu à peu son retard, et le mouvement à la hausse qui s'est amorcé en 1983, s'est confirmé en 1984, et semble s'affirmer en 1985. Le volume des ventes du surgelé, qui était de 81000 tonnes en 1983, serait de l'ordre de 90000 tonnes en 1984 (9kg /hab./an).

La demande

Ventilation de la consommation par groupe de produits :

41% pommes de terre, dont 25% frites, 16% croquettes et autres produits élaborés : 24% légumes ; 15% plats préparés : 10% poissons ; 7% potages : 3% divers.

La progression ne concerne pas tout le groupe de produits, mais porte essentiellement sur les pommes de terre et produits dérivés d'une part, sur les plats préparés d'autre part.

Alors que pour les pommes de terre et produits dérivés nous nous heurtons à une concurrence nationale sévère, nous sommes par contre mieux placés pour offrir des plats cuisinés élaborés, tant au point de vue diversité, qualité et prix. C'est donc sur ce créneau que nos producteurs doivent faire porter leurs efforts.

La distribution

Le quasi-monopole bien connu de la distribution des produits surgelés par les circuits intégrés en Belgique, limite l'approche du marché. En fait, deux tiers au moins des ventes s'effectuent par le canal de la grande distribution, dont 50% par les centrales d'achats et grandes chaînes ; 18% par les succursalistes et supérettes ; 18% par les magasins spécialisés, qui parviennent difficilement à se maintenir en raison de la concentration des autres circuits de distribution.

On pourrait donc conseiller, pour les produits de grande rotation, de rechercher la formule de distribution directe aux grandes surfaces ; pour les spécialistes, de faire appel à un importateur ou un grossiste bien introduit, tant auprès des magasins d'alimentation générale.

Travail à faire

1. Quelles sont les caractéristiques du marché belge en générale.
2. Quel est l'intérêt pour une entreprise française d'être présente sur ce marché? Quelles sont les raisons plus généralement, qui poussent les entreprises à exporter!
3. présentez les caractéristiques du marché belge des produits surgelés!

II. les difficultés liées a l'exportation

Les trois chinois avaient vraiment l'air décidés. Responsables d'une petite entreprise de Nantong. Ils sont venus visiter le stand plusieurs fois et

Martin P. ne peut s'empêcher de penser que l'affaire est faite. Pourtant, alors même qu'il se félicite, dans l'avion de retour, d'avoir dépensé 200 000 francs pour participer au salon de Pékin, ce patron de PME française ne sait pas qu'il est au seuil d'une grande traversée qui durera trois ans. Si tout va bien!

Première difficulté : trouver une allocation en devises. Les trois chinois du stand avaient proposé benoîtement un budget en renminbi, la monnaie intérieure non convertible. Martin va devoir naviguer entre la banque de Chine, toute puissante en matière de devises, et les deux ou trois instances locales qui ont le pouvoir d'émettre des garanties. Parallèlement, les trois chinois vont soumettre une étude de faisabilité à leur administration de tutelle. C'est-à-dire à l'un des 20 ministères techniques si l'entreprise est importante, à l'autorité régionale si c'est une PME. L'étude devra être contresignée par de nombreux organismes et bureaux d'études techniques (il faut parfois plus de cent visas à ce stade).

III. Le parcours du combattant :

Il faut ensuite que le projet d'achat soit sélectionné. De nombreux projets, parfois très voisins mais soutenus par des administrations différentes sont en effet en concurrence pour obtenir les allocations en devises prévues par la Commission d'Etat au Plan pour tel ou tel secteur....

Une société d'ingénierie chimique a ainsi été contrainte à travailler parallèlement sur deux projets, l'un utilisant l'antracite en Sibérie chinoise, l'autre le recyclage des coquilles de noix de coco au dessous du tropique!

Entre temps, la signature d'un protocole d'accord va servir à faire patienter Martin.P. Mais ce simili contrat n'a aucune valeur : il faut se garder d'entamer la marge de négociations à ce stade car celles-ci n'ont pas encore commencé. L'habileté des négociateurs chinois est célèbre et ils excellent à grignoter les prix, au fil des conversations répétitives où rien ne semble avancer. Après le ou les protocoles successifs, un laps de temps d'une durée indéterminée s'écoule, pendant lequel l'exportateur passe du découragement noir à l'espoir le plus fou.

L'administration chinoise travaille.

Où ne travaille pas. Comment savoir!

Brutalement, l'allocation en devises peut disparaître, pour des raisons longuement débattues entre technocrates et politiciens, sur lesquelles l'industriel n'a aucune prise. Tout aussi brutalement, l'affaire peut se débloquer : La conclusion du contrat est alors confiée à une des nombreuses sociétés de commerce extérieur, sous tutelles variées. Ces sociétés, qui ont le monopole des tractations avec les étrangers, mettent en œuvre une procédure héritée des Soviétiques. A chaque projet correspondent trois offres de fournitures concurrentes, et l'entreprise sélectionnée sera appelée à Pékin pour les négociations finales qui ont de bonnes chances d'aboutir. On discutera alors le cahier des charges techniques, assorti d'un calendrier, et les prix seront débattus pied à pied.

Après ce parcours du combattant, Martin.P n'a plus de souci à se faire : une fois décidés, les chinois sont d'excellents payeurs. Et il va profiter sans arrière-pensée de l'ultime banquet d'affaire, où seront portés les inévitables « toasts à l'amitié entre les peuples ».

Comment s'y retrouver dans le vocabulaire des affaires dans un pays voisin

III. L'ITALIE

En Italie, on ne plaisante pas avec l'étiquette personne dans le milieu des affaires n'accepte de se faire banalement appeler signor « monsieur ». Comme en attestent leurs cartes de visite, les managers. Les anglicismes sont au moins aussi courants qu'en France rivalisent de titres ronflants. Pour schématiser, disons qu'il est recommandé d'appeler les cadres dottore (docteur).

Peu importe que ledit dottore soit ou non passé par l'enseignement supérieur. « Par prudence, il faut utiliser cette dénomination pour toute personne en complet-cravate », explique un homme d'affaires français qui s'était rendu coupable de quelques impairs.

On retrouve aussi des traces du formalisme ambiant dans le droit des affaires.

Exemple : il faut savoir que les clauses essentielles des contrats, faculté de résiliation, limitation de responsabilité, etc.- sont sans effet entre les parties si elles n'ont pas été spécialement et spécifiquement approuvées au moyen d'une seconda firma (une seconde signature) sur un formulaire spécial. Les Italiens ne se contentent pas d'avoir des textes de loi nettement plus pointilleux que ceux du code Napoléon dont ils sont inspirés. Ils trouvent en plus le moyen de les transformer perpétuellement. Avant de signer un contratto (contrat) ou de rédiger les statuti (statuts) d'une société en constitution, il est dont on dispose sont aggiornate, c'est-à-dire à jour et utilisables sans risque.

TRAVAIL A FAIRE :

1. Au travers des deux textes ci-dessous, recherchez les difficultés rencontrées par les entreprises exportatrices.
2. quelles règles essentielles doit-on respecter si l'on veut réussir sur un marché étranger.

EXAMEN / 20 points

En signant les accords du GATT, et d'association avec l'UE, le Maroc, a commencé à faire le deuil du volet « protectionniste » de son économie. En effet, les entreprises marocaines qui ont pendant longtemps, évolué dans un environnement non compétitif où la stratégie consistait à minimiser les risques et à maximaliser les avantages obtenus de l'Etat- doivent se mettre à l'épreuve de la concurrence internationale. Elles seront de plus en plus confrontées dans les années à venir, aux multiples, impératifs imposés par l'institution de la zone de libre-échange et des accords de l'organisation mondiale du commerce (OMC).

1. Quelle logique sous-entend la mondialisation ? (4 points)
2. certains analystes disent que la mondialisation est génératrice de progrès. Comment ? (4 points).
3. quels avantages peut tirer le Maroc de ce phénomène ? (2 points).
4. quels inconvénients peuvent affecter l'économie marocaine de ce phénomène ? (2 point).
5. la mise à niveau constitue un vaste chantier de réformes économiques et sociales et de restructuration dans les différentes branches de l'économie marocaine.

Quels sont les principaux axes sur lesquels le Maroc doit focaliser ses efforts de mise à niveau pour faire face aux défis de la mondialisation ? (8 points).

Références bibliographiques et lectures d'approfondissement

http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm

http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/understanding_f.doc

http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Ligue_arabe

<http://www.mce.gov.ma/Home.asp>

<http://www.douane.gov.ma/>

<http://lexinter.net/JP/commintl.htm>

Documentation sur les contrats du commerce international :

http://www.stoessel.ch/hei/dip/contrats_commerce_international_jacquet.pdf

Site de référence concernant la « Convention de Vienne »:

<http://lexinter.net/Conventions%20Internationales/CONVENTION%20DE%20VIENNE%20SUR%20LES%20CONTRATS%20DE%20VENTE%20INTERNATIONALE%20DE%20MARCHANDISES.htm>

Site de référence pour l'arbitrage :

<http://www.legalis.net/ata/html/introduction.html>

Site de référence sur les « Techniques et management des opérations de COMMERCE INTERNATIONAL » :

http://marketing.thus.ch/loader.php?page=Jouan2-IV#IV_A1

www.ccg.org.ma

<http://www>

